

# INpreCOR

Numéro 325 du 1er au 14 mars 1991 ♦ 15 FF 4 FS 85 FB

DOSSIER  
FEMMES

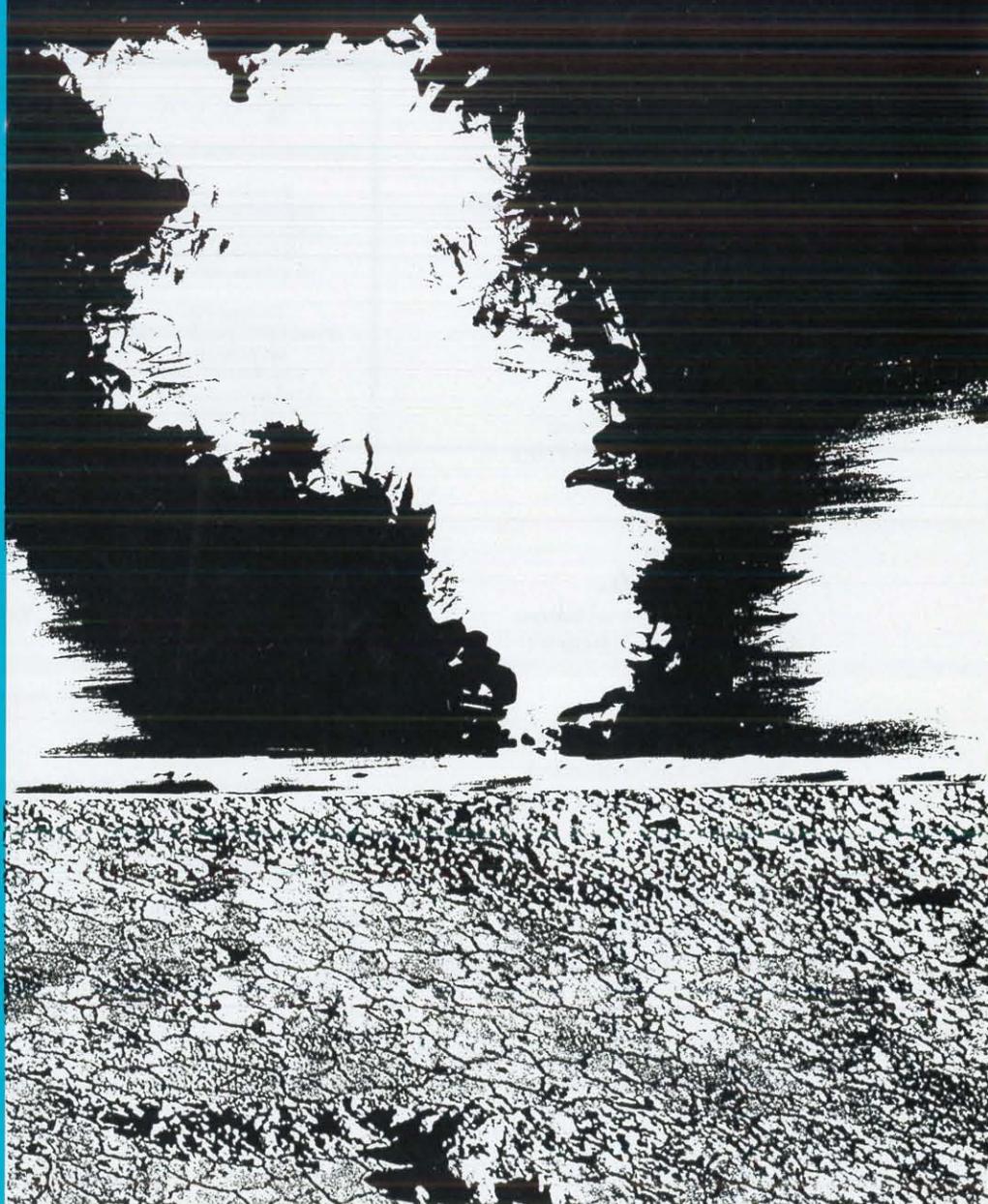


Algérie ♦ Asie  
Europe de l'Est  
Amérique latine

BRESIL

“Gouverner”  
et se battre

## PAX AMERICANA



3

## GOLFE

Sur fond de sang et de pétrodollars  
*Salah JABER*

8

## ETATS-UNIS

La bourgeoisie face à la guerre  
*David FINKEL*

## DOSSIER FEMMES

11

Le "repos du guerrier"

*Sophie MASSOURI*

12

## AMERIQUE LATINE

Du Rio Grande à la Patagonie  
*Interview de A. PONCE et de Z. SALAS*

13

## ALGERIE

La sharia au nom de la guerre  
*Interview de S. FELLAH et de N. ZIEN*

16

## EUROPE DE L'EST

« A vos casseroles ! »

*Ruth ROSEN*

19

## ASIE

Le "tourisme kisaeng"  
*Interview de Matsui YAYORI*

22

## BRESIL

"Gouverner" et se battre  
*Interview de José DIRCEU*

26

## IVe INTERNATIONALE

XIIIe Congrès mondial  
Bureau du Secrétariat unifié

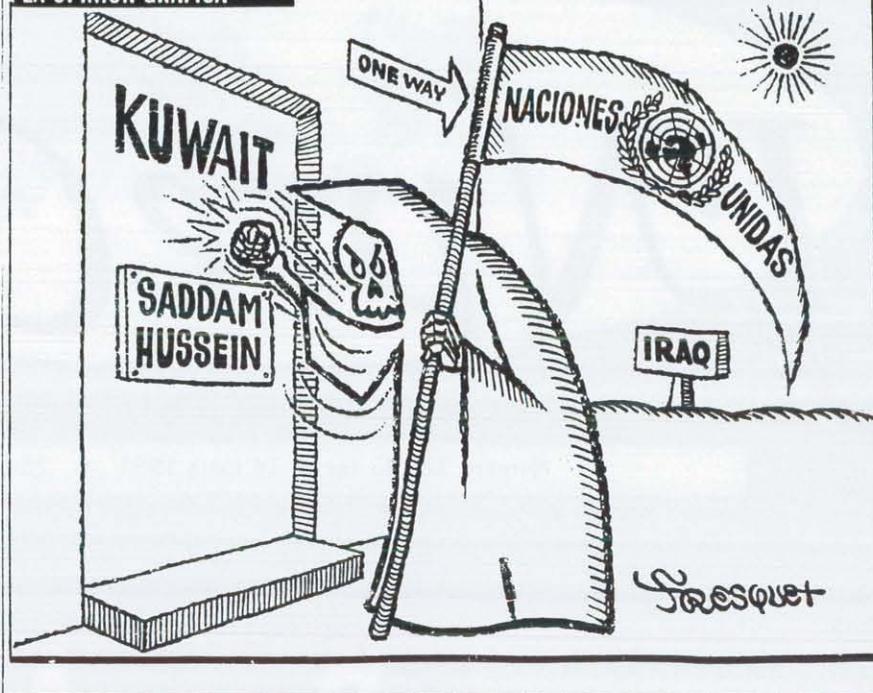
28

## FEMMES

Contre la guerre, toutes !  
ARGENTINE, ETAT ESPAGNOL, FRANCE, TUNISIE

Les articles signés ne représentent pas nécessairement  
le point de vue de la rédaction.

LA OPINION GRAFICA



Caricature parue dans le quotidien nicaraguayen *Barricada* (14 janvier 1991).

Le dessin de la Une a été réalisé par Jorge.

INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle  
d'information et d'analyse  
publiée sous la responsabilité  
du Secrétariat unifié  
de la IVe Internationale.

Éditée par PEC  
(Presse-Édition-Communication)  
Administration :  
2 rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil, France  
Tél. : 48 59 00 80

Directeur de publication :  
Christian Lamotte  
Commission paritaire  
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516  
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par  
Diffusion Populaire  
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS  
Tél. : 45 32 06 23

## ABONNEMENT (22 numéros par an)

France - Europe  
140 FF pour six mois. 280 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient - DOM-TOM  
155 FF pour six mois. 310 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie  
180 FF pour six mois. 360 FF pour un an.

### Pli fermé

France : 200 FF pour six mois. 405 FF pour un an.  
Europe : 215 FF pour six mois. 430 FF pour un an.  
Autres continents : nous écrire.

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre  
de "PEC", à adresser à *Inprecor*,  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.  
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre,  
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,  
compte n° 230179/90.  
Virements postaux à "PEC", compte-chèque postal  
n° 2.322.42 T Paris.

Abonnement

Réabonnement

Moins de 25 ans et chômeurs (100 FF, 6 mois)

Nom Prénom : .....

Rue : .....

Commune / Code postal : .....

Ville : .....

Pays : .....

# Sur fond de sang et de pétrodollars



LES DEGATS dus à la guerre sont estimés en centaines de milliards de dollars : l'infrastructure économique de l'Irak (industrie, transports et communications) a été détruite en grande partie. A ce formidable gâchis, il faut ajouter la centaine de milliards de dollars qu'aura coûté l'effort de guerre à la coalition des agresseurs. Le désastre écologique, lui, n'est pas quantifiable, mais on sait pertinemment qu'il est énorme et ne se limite pas, loin s'en faut, à la pire marée pétrolière qui se soit jamais produite et à l'immense nuage carbonique dégagé par les puits du Koweït en feu.

Tous ces bilans seront connus au cours des jours, des mois ou des années qui viennent. Mais il y en a d'autres qui peuvent être tirés dès maintenant, quitte à être rectifiés par la suite, puisqu'ils comportent des éléments qui sont, par essence, variables : ce sont les différents bilans politiques des principaux protagonistes de cette inauguration très spectaculaire de la dernière décennie du XXe siècle.

Commençons par le plus puissant : les Etats-Unis. Quelles qu'en soient les conséquences à long terme, difficilement pondérables aujourd'hui, la victoire remportée par l'impérialisme américain dans cette guerre largement désirée va, hélas, bien au-delà d'une victoire militaire sans surprise, presque sans périls et certainement sans gloire réellement méritée.

Schwarzkopf n'est pas plus Montgomery que Saddam n'est Rommel. L'exploit guerrier de la coalition a été réalisé essentiellement, à 95 % pourrait-on dire, par sa force de frappe aérienne et balistique. Dans ce domaine, sa supériorité était si écrasante qu'elle est devenue exclusivité, dès les premières heures du conflit. Mis à part quelques misérables missiles Scud, dont le rapport technologique aux Tomahawk et Patriot américains est quasiment celui des V2 allemands de la Seconde Guerre mondiale, l'Irak a subi, sans possibilité de riposte, un déluge inégalé de fer et de feu qui serait venu à bout de n'importe quelle armée de terre soumise

Au moment où le gigantesque brasier de la guerre du Golfe connaît ses derniers crépitements, voici venue l'heure des bilans. Le plus terrible, celui du coût humain de la "Tempête du désert" la plus meurtrière qui ait jamais eu lieu, ne pourra être dressé que plus tard. Mais on peut d'ores et déjà affirmer qu'il se chiffre en dizaines de milliers de morts, peut-être même cent mille ou plus, et en centaines de milliers de personnes atteintes physiquement ou matériellement (sans-abri et sans ressources). Quant aux personnes de tous âges atteintes psychologiquement par suite de l'expérience effroyable, et sans précédent dans l'histoire, de ces six semaines de bombardement dense et ininterrompu (à raison de plus d'une sortie aérienne par minute !), elles se chiffrent certainement en millions.

## Salah JABER

au même traitement, et dans les mêmes conditions. En ce sens, la victoire de l'offensive terrestre de la coalition était, après plus de cinq semaines de bombardements intensifs, à peine plus "héroïque" que la



mission de ses aviateurs avouant candidement qu'ils avaient l'impression de s'amuser avec des jeux de guerre vidéo. L'atta-

que du 24 février 1991 n'était d'ailleurs pas purement terrestre, mais un assaut aéro-terrestre combiné où la charge à la Coppola des hélicoptères Apache "tueurs de tanks" s'est ajoutée aux bombardements maintenus par avions et missiles. La tactique suivie n'avait rien d'original ou de génial : un *remake* années 90 de la *blitzkrieg* chère à l'état-major de la Wehrmacht nazie, avec l'immense avantage de la maîtrise absolue du ciel, rendu tout à fait décisif par la configuration désertique du théâtre des opérations.

Même si Bagdad avait, malgré tout, pu être informé (par les militaires soviétiques, par exemple) du mouvement des troupes adverses préparant la "grande surprise" promise par le commandement "allié", c'est-à-dire la percée beaucoup plus loin qu'initialement prévu à l'ouest et au nord des frontières du Koweït, les forces irakiennes n'auraient pas pu, pour autant, effectuer les contre-manœuvres nécessaires. Non seulement parce que leurs liaisons de commandement étaient extrêmement désorganisées, mais aussi, et surtout, parce qu'il leur était strictement impossible de bouger sans couverture aérienne. Ces forces n'ont eu d'autre choix que de subir passivement, et douloureusement, l'enfer qui s'est abattu sur elles pendant quarante jours.

## L'enfer "chirurgical"

Et quel enfer ! Après les deux premières semaines de bombardements, aux résultats discutables — notamment en regard de la percée irakienne à Khafji, en territoire saoudien, le 30 janvier — les Etats-Unis étaient passés à une étape supérieure de violence, dans la tradition de ce que, depuis le Viêt-nam, on appelle "escalade". Comme on pouvait le prévoir (1), les bombardements américains sont devenus « de moins en moins "chirurgicaux" et de plus en plus ravageurs, avec

1) *Inprecor* n° 323 du 1er février 1991.

une utilisation accrue des B-52 ». Le « tapis de bombes » (*carpet-bombing*) est devenu systématique sur les troupes massées au Koweït et au sud de l'Irak, avec l'utilisation des armes faussement appelées « conventionnelles », les plus terribles : les bombes à fragmentation, les « mégabombes » (7 tonnes) dites « tondeuses de pâquerettes » (*daisy cutter*), les bombes au napalm et les bombes à aérosol CBU (*Cluster Bomb Unit*).

Ces engins de mort, en particulier les CBU déjà utilisés au Viêt-nam, sont plus terribles que les gaz de combat : les combinaisons peuvent protéger contre ceux-ci, mais pas contre l'effroyable onde de choc et de feu d'explosions comparables, à cet égard, à celles de mini-bombes atomiques, sans effet radioactif. L'hypocrisie, comme au Viêt-nam, était au rendez-vous : là-bas, il ne s'agissait que de dégager des clairières dans la jungle ; cette fois-ci, il ne s'agissait que de déminer le terrain et de mettre le feu à des tranchées remplies... de pétrole.

Après trois semaines d'un tel traitement, succédant à deux semaines à peine moins éprouvantes, quelle armée aurait encore été en mesure de se battre, à l'aveuglette de surcroît ? Certes, Saddam Hussein a plus de raisons d'accuser les coalisés d'être des lâches, qui ont reculé l'affrontement terrestre pour profiter au maximum de leur suprématie absolue dans la frappe à distance, que Bush n'en a d'être « fier » de ses soldats. Mais il fallait une bonne dose de bêtise pour croire que, par bravoure chevaleresque, la coalition allait se priver d'exploiter au maximum son avantage décisif. C'est le contraire qui est vrai : elle souhaitait faire l'économie de combats terrestres, espérant au départ que les bombardements viendraient seuls à bout du régime irakien et de son armée.

Le résultat est que la guerre qui vient de s'achever a été la plus technologique, la plus *capital-intensive* de l'histoire. Jamais la détermination des troupes n'a joué un rôle aussi limité, aussi marginal que dans l'agression menée par la coalition contre l'Irak. Quel changement pour Bagdad, après les « vagues humaines » iraniennes, piètrement équipées, de la guerre des huit ans ! Il était bien illusoire de tirer de celle-ci des conclusions pour celle-là. C'est ce qu'ont fait aussi bien la propagande impérialiste sur la « quatrième armée du monde », gonflant à dessein l'importance de la « menace pour l'ordre mondial », représentée par une force que Washington avait décidé d'abattre, que la

propagande baassiste irakienne exaltant l'invincibilité de ses troupes aguerries contre un ennemi en surnombre.

### La fin du « syndrome vietnamien »

La victoire militaire de la coalition, pour qui ne se laissait pas prendre à ce double jeu de dupes, ne faisait pas le moindre doute. Elle était courue d'avance, de par la disproportion des forces entre l'Irak et les Etats-Unis. Nous n'avons cessé de l'affirmer, en excluant même, dès le début de l'offensive aérienne, que les troupes irakiennes aient la détermination de résister, ce qu'elles auraient pu faire dans les zones urbaines (2). Nous ne nous faisons aucune illusion à ce sujet, sachant la nature du régime de Bagdad et de ses rapports réels avec sa population. C'est pourquoi la débâcle de l'armée irakienne ne nous a aucunement surpris. Le triomphe américain n'en a pas moins une énorme signification : Bush a pu tenir sa promesse, ce ne fut pas « un autre Viêt-nam ». Le *New York Times* peut même affirmer, à juste titre, que le Viêt-nam, autrement dit ce que l'on a appelé le « syn-



drome vietnamien », a été « enterré dans le désert irakien » (3). Il l'a bel et bien été, militairement et psychologiquement.

La thérapie collective qu'a représenté cette guerre pour le consensus idéologique impérialiste aux Etats-Unis, autant pour le moral de l'armée que pour le conditionnement psycho-politique de la population, se passe de commentaires. De ce point de vue aussi, parmi bien d'autres, cette guerre est le couronnement du reaganisme. Washington doit une fière chandelle au despote de Bagdad : ennemi détestable à souhait, il a fourni en plus à l'empire américain, en envahissant le Koweït, une occasion idéale pour une démonstration de sa force, avec, en prime, un consensus national et mondial inespéré.

En passant sous silence le nombre véridique et terrible des victimes, pour les besoins de son entreprise de mystification des masses irakiennes et arabes, Saddam Hussein a accrédité le mythe impérialiste de la guerre « chirurgicale » et « propre », privant le mouvement anti-guerre dans les

pays de la coalition d'un argument moral fondamental.

Sur le plan militaire, l'écrasement de l'Irak a décisivement confirmé la nouvelle doctrine du Pentagone, qui a précisément été élaborée en réaction au traumatisme du Viêt-nam (4). C'est la doctrine de la frappe massive, à partir d'une supériorité écrasante, démesurée, contrastant avec l'escalade graduelle et prolongée pratiquée par les Etats-Unis en Indochine, entre 1964 et 1973. C'est, en somme, la principale leçon que Washington pouvait tirer de sa défaite vietnamienne. Le facteur humain et politique des forces impérialistes est fragile ; le temps joue contre celui-ci. Les Etats-Unis doivent donc miser sur un usage maximum, en un temps minimum, du facteur technologique, domaine dans lequel l'impérialisme a le dessus, par définition, pourrait-on dire.

### L'héritier de Reagan

En faisant ses preuves contre l'Irak, cette doctrine corrobore rétrospectivement les choix reaganiens en matière d'armement hyper-sophistiqué, qui avaient été fortement contestés en leur temps pour leurs coûts prohibitifs au regard de l'utilité escomptée. Ken Adelman, qui avait été directeur du contrôle des armements dans l'administration Reagan, peut aujourd'hui pavaiser : « Sans les victoires du président Reagan au Congrès, dans les batailles pour la Défense

des années 80, nous n'aurions pu jouir de telles victoires dans le Golfe en 1991 » (5). Il attribue ces succès à ce qu'il appelle les « quatre S » : « *stealth, sea-launched cruise missiles, SDI-like defenses and space systems* » (avions furtifs, missiles de croisière lancés de la mer, missiles antimissiles du type « Guerre des étoiles » et satellites-espions). L'expérimentation de ces armes sur cibles réelles dans le Golfe fournit un argument majeur au Pentagone pour les batailles budgétaires à venir. Le prestige acquis par le chasseur F-117A (100 millions de dollars pièce), dit « furtif » car invisible au radar, servira, par exemple, à justifier la production du bombardier « furtif » B-2 (entre 850 millions et un milliard de dollars pièce !).

2) *Inprecor* n° 322 du 18 janvier 1991. L'expert militaire israélien, Ze'ev Schiff, a récemment émis un jugement identique sur la possibilité qu'il y avait, pour l'armée irakienne, de résister à l'offensive de la coalition en se retranchant à Koweït City (*International Herald Tribune*, 20 février 1991).

3) *International Herald Tribune*, 26 février 1991.

4) *Inprecor* n° 320 du 7 décembre 1990.

5) *Newsweek*, 18 février 1991.

Il est vrai cependant que les choix réaganiens étaient beaucoup plus contestés pour des raisons économiques que pour des raisons militaires. A cet égard, la façon même dont la guerre contre l'Irak a été menée, sans regarder à la dépense en raison de la grande importance des enjeux, milite également en faveur des choix les plus coûteux. La fuite en avant budgétaire de l'administration américaine dans le domaine militaire se trouvera justifiée aux dépens des budgets sociaux, avec une rationalité économique en dernière instance. La guerre du Golfe a, en effet, solidement établi la production de biens et services militaires comme secteur où la suprématie des Etats-Unis, suivis loin derrière par la France et la Grande-Bretagne, est absolue.

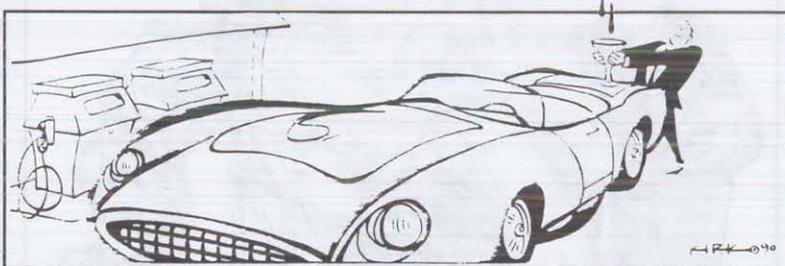
Dès lors qu'une bonne partie des services armés américains et des biens qu'ils consomment sont financés par d'autres gouvernements que celui des Etats-Unis — les monarchies pétrolières arabes, le Japon, l'Allemagne et quelques autres — elle passe du domaine de la consommation publique intérieure, accroissant le déficit budgétaire chronique, à celui de l'exportation, améliorant la balance des paiements. Plus généralement, la suprématie militaro-politique des Etats-Unis est jetée dans la balance pour compenser leur déclin économique relatif. Nous avons décrit cet enjeu, dès les premières semaines de la crise (6), en soulignant également le fait que, plus que du pétrole, c'est de l'argent du pétrole dont il s'agissait, pour Washington, de s'assurer le contrôle. Et ce, par l'hégémonie sur ces Etats pétroliers très particuliers — la bande des quatre : Arabie saoudite, Koweït, Emirats Arabes Unis et Qatar — dont la fonction spécifique est de "recycler les pétrodollars" dans les économies impérialistes ou à leur profit.

### Pétrodollars et récession

L'évolution de la conjoncture économique mondiale confirme la portée considérable de ce dernier aspect. Aux années marquées par l'excès de liquidités (dans la logique du marché capitaliste), a succédé, depuis 1990, une période de contraction des disponibilités mondiales en capitaux. L'annexion de la République démocratique allemande (RDA) par la République fédérale d'Allemagne (RFA) absorbe déjà, et pour plusieurs années, les capacités de financement allemandes. Les problèmes financiers et boursiers du Japon, s'ajoutant aux incertitudes de l'économie

mondiale avec la récession aux Etats-Unis, se traduisent, dès à présent, par une forte réduction des exportations japonaises de capitaux, notamment à long terme. Ceci au moment même où les besoins en capitaux de l'Europe de l'Est sont estimés à 300 milliards de dollars pour les cinq années à venir, et les besoins des Etats-Unis en financement extérieur sont estimés à 100 milliards de dollars pour la seule année 1991 (7).

Dans ce contexte global, ces pourvoyeuses de capitaux "excédentaires", se chiffrant en dizaines de milliards de dollars, que sont les monarchies pétrolières arabes acquièrent une très grande importance pour l'impérialisme, et singulièrement pour le plus avide de capitaux, l'impérialisme américain. En s'imposant comme "bouclier" principal et irremplaçable de ces régimes, celui-ci s'est garanti la part du lion dans les diverses formes du "recyclage" des pétrodollars, au détriment de tous ses concurrents, y compris de ses alliés dans les combats. La rationalité capitaliste des choix koweïtiens en matière de placements à l'étranger, les velléités des Saoudiens et des émirs d'agir selon des critères économiques de même



nature, cèdent durablement la place à une priorité d'ordre politico-militaire accordée aux Etats-Unis, un peu à la manière de l'obligation des vassaux envers leur suzerain dans le système féodal.

Toutefois, en ce qui concerne les monarchies pétrolières non touchées par les destructions, leurs capacités subjectives, sinon objectives, d'importation de matériels et d'équipements civils se sont beaucoup rétrécies. Moins que jamais, après l'épreuve koweïtienne, ces monarchies ne seront enclines à accroître la masse des travailleurs résidant sur leur territoire. Ainsi, le million de travailleurs yéménites, expulsés d'Arabie saoudite à la faveur de la crise et sous le prétexte de punir le gouvernement de leur pays d'origine pour son refus de se joindre à la coalition anti-irakienne, comme les centaines de milliers de Palestiniens, expulsés sous une forme ou une autre des émirats du Golfe en raison de la solidarité de leur peuple avec l'Irak (8), ou ceux qui, toutes origines confondues, ont fui le Koweït, ne seront remplacés que partiellement et ce,

principalement par des travailleurs égyptiens, pour récompenser le régime de Moubarak de son rôle dans la coalition.

A l'exception du Koweït, les principales formes de "recyclage" des pétrodollars des trois autres monarchies seront, d'une part, les placements de toutes sortes — notamment l'acquisition de bons du Trésor américain, permettant de financer le déficit budgétaire de Washington qui continue à s'accroître (9) — et, d'autre part, les dizaines de milliards consacrés aux achats d'armements sophistiqués qui, bien entendu, seront plus que jamais fournis par les Etats-Unis. Il faut dire que, dans ce dernier domaine, les joujoux meurtriers du Pentagone ont fait leurs preuves, en dehors de toute obligation de vassalité. Gageons que les dernières résistances d'inspiration israélienne, au Congrès américain, contre la vente de matériels de pointe à ces monarchies, tomberont après la "Tempête du désert", d'autant plus que le contrôle direct de leurs armées par Washington est solidement établi.

### La ruée vers le Koweït

Pour le Koweït, le "recyclage" se conjuguera, dans la période à venir, avec la reconstruction. Le marché est considérable : les estimations varient entre 40 et 100 milliards de dollars pour les trois à cinq prochaines années. Le marché de la reconstruction irakienne est beaucoup

plus important encore. Cependant, il est trop aléatoire pour l'instant pour être pris en compte. Dans la conjoncture économique mondiale, c'est une véritable aubaine, en particulier pour une économie en récession comme celle des Etats-Unis. Ceux-ci ne fournissaient, avant le 2 août 1990, que près de 12 % des importations koweïtiennes, derrière la Communauté économique européenne (CEE) et le Japon. Ils raflent aujourd'hui la grande majorité des commandes : sur 181 contrats déjà signés par les Koweïtiens pour l'après-guerre, sur fond de ruée

6) *Inprecor* n° 314 du 14 septembre 1990.

7) *International Herald Tribune*, 28 février 1991.

8) Notons, en passant, que les médias impérialistes, pourtant massivement présents en Arabie saoudite depuis le 2 août 1990, et prompts à s'apitoyer sur le sort des travailleurs ayant fui le Koweït et l'Irak à la suite de l'invasion du premier par le second, ont quasiment ignoré le million de travailleurs yéménites et les centaines de milliers de Palestiniens expulsés du royaume intégriste. Ils ont aussi passé sous silence l'interdiction de sortie opposée aux autres qui, très nombreux, désiraient rentrer chez eux, en attendant la fin de la crise. Autre illustration, parmi tant d'autres, de la grande intoxication de l'opinion publique des pays impérialistes.

9) *Inprecor* n° 320 du 7 décembre 1990.

écœurante des sangsues du capitalisme mondial vers leur or jaune et noir, 130, soit 72 %, ont été accordés à des compagnies américaines — pour un montant de 270 millions de dollars, sur 356 au total, soit 76 % (10). Aux Etats-Unis, comme sur les places boursières des pays susceptibles de décrocher une part du gâteau, les cours des actions des sociétés de construction, d'engineering, d'équipements d'infrastructure et pétroliers sont montés en flèche.

Le circuit économique reconstitué de cette guerre, pour les Etats-Unis en particulier, est stupéfiant. Des armes américaines en surplus, pour cause de désarmement sur le front européen, sont détruites sur l'Irak et le Koweït. Elles sont cependant comptabilisées sous la rubrique "effort de guerre" (comme les centaines de missiles de croisière Tomahawk à 1,3 million de dollars pièce) et donc payées, en bonne partie, par les riches protégés des Etats-Unis. Elles occasionnent d'énormes destructions qui, dans le cas du Koweït au moins, donnent lieu à de grosses commandes bénéficiant aux compagnies américaines, notamment celles du secteur pétrolier, souvent liées aux industries qui ont fourni les armes. La terrible boucle est ainsi bouclée.

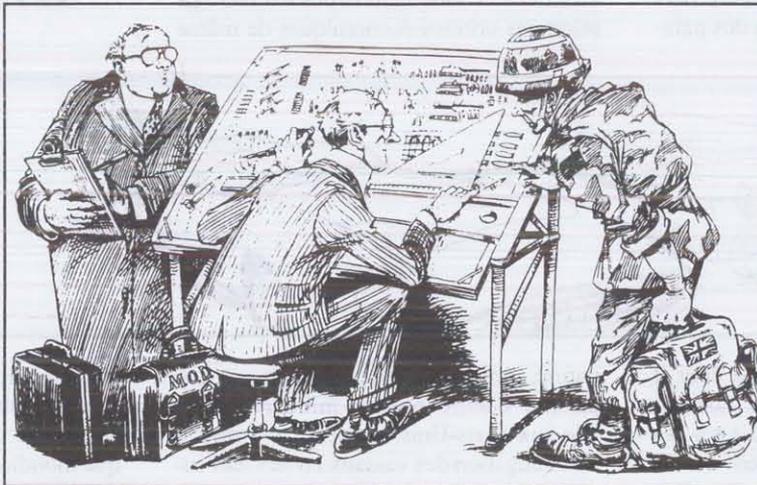
La généalogie des entreprises concernées, voire le curriculum vitae des dirigeants impliqués — tels Bush lui-même, dont les liens avec le secteur pétrolier sont de notoriété publique — sont tout à fait édifiants. Où l'on découvre, par exemple, que la même FMC Corp. de Chicago, qui construit les transports de troupes blindés M2 Bradley, va fournir des équipements pétroliers ; que la Raytheon, qui produit les missiles anti-missiles Patriot, va contribuer à la reconstruction de l'aéroport de Koweït City ; ou que le parrain du programme Tomahawk dans les années 70, W. P. Clements, secrétaire adjoint à la Défense sous Nixon, est un magnat du pétrole, gouverneur du Texas à deux reprises par la suite, etc. C'est bien le complexe militaro-industriel-pétrolier des Etats-Unis qui tire les marrons du feu allumé dans le Golfe.

Il faut prendre en compte l'ensemble des facteurs énumérés ci-dessus, et non seulement les dépenses militaires, lorsque l'on veut juger des effets de la guerre contre l'Irak sur la récession américaine. La garantie d'un apport de capitaux à motivation politique, relativement peu sensible à la variation des taux d'intérêt, peut contri-

buer à maintenir ceux-ci à un bas niveau compatible avec les besoins de la relance. Les commandes koweïtiennes, comme celles d'armement, peuvent aussi avoir un effet d'entraînement décisif sur des secteurs-clés de l'économie. Il y a cependant trop d'impondérables pour pouvoir émettre des pronostics sûrs dans une conjoncture économique mondiale aussi incertaine. Ce qui nous importe ici, c'est de souligner que, dans l'esprit des décideurs de Washington, la guerre du Golfe était loin d'être un "sacrifice", mais bien une entreprise juteuse, sinon pour l'économie américaine dans son ensemble, du moins pour les secteurs auxquels ils sont le plus liés. Ils ont, en outre, toujours tablé sur un conflit de courte durée, et ont gagné leur pari.

### Sa majesté Bush

Du point de vue stratégique global, il est certain que les Etats-Unis sortent grands vainqueurs de ce massacre. Dans l'immédiat, Bush a atteint tous ses objectifs : la suprématie militaire américaine a



pu être investie efficacement dans le renouvellement et le renforcement de leur leadership politique mondial et dans le redressement des termes de leur compétition économique avec leurs partenaires impérialistes. L'Europe est apparue désunie et incapable de peser collectivement et de manière autonome dans ce conflit où, pourtant, ses intérêts étaient encore plus directement concernés que ceux des Etats-Unis. La fameuse défense européenne ressemble aujourd'hui à un rêve lointain : la social-démocratie française s'est avéré fidèle à sa tradition atlantiste, liquidant partiellement l'héritage gaulliste.

Quant à l'URSS, elle a échoué dans sa tentative de revenir par la fenêtre, après être sortie par la porte de service. Moscou, lorsque Chevornadze était aux affaires, avait littéralement bradé son in-

fluence politique dans ce Moyen-Orient où elle s'était tant investie auparavant. On sait comment la direction Gorbatchev a approuvé l'emploi de la force contre l'Irak pour une poignée de dollars des monarchies du Golfe (11).

### Gorbatchev s'en mêle

La pression de l'armée soviétique, inquiète des implications stratégiques de la guerre du Golfe et de l'effet désastreux du lâchage par le Kremlin de son ancien client irakien, a poussé Gorbatchev à tenter un retour sur la scène. Les propositions de paix soviétiques de la dernière heure visaient à préserver le régime de Saddam Hussein de l'effondrement, notamment en sauvant la Garde républicaine, corps d'élite de l'armée irakienne et principal bouclier de la dictature.

Le résultat, si cette tentative avait été couronnée de succès, aurait été le maintien au pouvoir d'un Saddam qui, bien que très diminué militairement, aurait néanmoins conservé des moyens loin d'être négligeables. Le despote irakien aurait, en

même temps, continué à jouir d'un prestige intact auprès des masses arabes et musulmanes (y compris celles des républiques asiatiques de l'Union soviétique). Il n'aurait eu, enfin, d'autre choix que de dépendre plus que jamais de Moscou pour le réarmement de l'Irak, aussi bien que pour sa reconstruction, ses rapports avec les puissances impérialistes étant profondément détériorés.

En somme, la sauvegarde du régime baassiste est tout à fait dans l'intérêt du Kremlin qui, avec une Organisation de libération de la Palestine (OLP) aujourd'hui logée à la même enseigne que Saddam Hussein, tout en ayant préservé son autorité sur les masses palestiniennes, aurait continué à disposer de très importants atouts politiques au Moyen-Orient.

On comprend, dès lors, pourquoi Washington a systématiquement contré les manœuvres de Gorbatchev. Les derniers jours du conflit, l'enjeu n'était plus guerre ou paix, mais déjà l'après-guerre. Les Etats-Unis devaient, coûte que coûte, atteindre leur objectif principal des dernières semaines de la guerre : non pas le renversement de Saddam Hussein — objectif que nous avons qualifié d'accessoire, excluant que Bush prenne de gros

10) Newsweek, 25 février 1991.

11) Inprecor n° 322 du 18 janvier 1991.

risques pour y parvenir (12) — mais le démantèlement de la Garde républicaine massée au sud de l'Irak. Le problème pour l'administration américaine est que, contrairement aux cas de la Grenade ou de Panama, elle ne dispose pas d'une solution de rechange satisfaisante pour remplacer le dictateur irakien.

### Quel futur pour Saddam ?

L'opposition irakienne est un conglomerat de tendances, allant des intégristes chiites pro-iraniens aux communistes pro-soviétiques, auquel s'ajoutent les Kurdes eux-mêmes divisés en plusieurs tendances.

A tout prendre, Washington préférerait encore Saddam Hussein à de tels successeurs. L'administration des Etats-Unis tient à éviter que ne s'installe, en Irak, un chaos qui menacerait la stabilité de l'ensemble de la région. Ce scénario-catastrophe était rejeté dès le départ : « *Un Irak vicié, sans dirigeant, pourrait être encore plus dangereux pour les intérêts des Etats-Unis. La nation défaite pourrait être en proie aux mêmes conflits internes et pressions externes qui déchirent le Liban depuis 15 ans* » écrivait *Newsweek* en octobre 1990 (13), citant les problèmes chiite et kurde et les visées turques, syriennes et iraniennes. Le magazine poursuivait, se référant à James Baker : « *Les dirigeants américains sont prêts à vivre dans l'avenir prévisible avec un Saddam armé, encore hostile. Mais il serait tenu en échec par un embargo maintenu sur l'équipement militaire et une "force-tampon" arabe ou des Nations-Unies, sur les frontières de l'Irak avec le Koweït et l'Arabie saoudite.* »

Cette option était présentée comme substitut à la guerre. Dans les faits, elle se réalise aujourd'hui en passant par une guerre dont l'objectif était de détruire le potentiel offensif de l'armée irakienne et de la réduire des deux-tiers. Il s'agissait ainsi d'éliminer la menace qu'elle faisait peser sur l'ordre impérialiste dans la région, tout en lui laissant les moyens de défendre l'Etat irakien contre les dangers extérieurs ou intérieurs qui, en déstabilisant l'Irak, déstabiliseraient l'ensemble de la région. Washington souhaite que Saddam Hussein soit renversé par son propre entourage, de sorte à préserver le régime, tout en lui donnant l'occasion de se réorienter. Par contre, un renversement révolutionnaire du tyran serait pire pour les Etats-Unis et leurs protégés arabes que son maintien au pouvoir.

L'administration américaine ne perd aucune occasion de réaffirmer son attachement à l'"intégrité de l'Irak". Ceci si-

gnifie, en clair, qu'elle s'oppose au droit du peuple kurde à l'autodétermination, après avoir déployé un demi-million d'hommes pour défendre le "droit du peuple koweïtien". Quant au sens de ce dernier principe, on en prend toute la mesure à la lumière du premier acte de l'émirat restauré : la loi martiale, instaurant l'arbitraire absolu, a été décrétée au grand dam de l'opposition bourgeoise libérale. La famille régnante se fixe pour première tâche la chasse aux indésirables, Palestiniens ou autres, et le désarmement de la population restée au Koweït, la fraction la plus démunie qui n'avait pas les moyens de l'exil doré d'une grande partie des Koweïtiens et qui s'est emparée des armes abandonnées par les soldats irakiens.

Le prince héritier appelle cela le "nettoyage". Pauvres imbéciles que ceux qui ont cru que la guerre impérialiste amènerait l'avènement de la "démocratie" dans la région !

### Ne pas baisser les bras !

La défaite irakienne est amère pour le mouvement des masses arabes, et en particulier pour les Palestiniens menacés d'une nouvelle expulsion de leurs territoires.

Le danger est grand pour l'ensemble des luttes anti-impérialistes directement confrontées aux Etats-Unis, plus arrogants que jamais. Cuba est particulièrement visé. Il ne faut surtout pas baisser les bras, mais au contraire redoubler d'ardeur dans la préparation du prochain round et pour, dans l'immédiat, s'opposer à tout embargo contre l'Irak exsangue et exiger le retrait immédiat des troupes impérialistes de la région du Golfe.

L'impérialisme a gagné une bataille contre un adversaire à sa convenance. Il n'a pas gagné la guerre globale et ne pourra jamais la gagner puisqu'il produit sans cesse, par essence, ses propres fossoyeurs. Sa victoire militaire contre l'Irak, elle-même, a déjà beaucoup élargi et radicalisé le front anti-impérialiste des masses arabes. Elle se retournera contre lui, à moyen ou long terme. ★



1er mars 1991

12) *Inprecor* n° 323 du 1er février 1991.  
13) *Newsweek*, 29 octobre 1990.

## Dans la rue...

### Etat espagnol

● Dimanche 17 février 1991, à l'appel de la Plate-forme des femmes contre la guerre (composée de 32 partis politiques, groupes, ou commissions syndicales de femmes — voir leur appel en p. 28), une chaîne de plus de 3 000 femmes a été formée autour de la Puerta del Sol à Madrid.

● Dimanche 24 février, à l'appel du Comité contre la guerre, des manifestations ont rassemblé plus de 30 000 personnes à Madrid ; et environ 20 000 à Barcelone, où une chaîne humaine de plus de 10 kilomètres a été organisée. Des rassemblements ont également eu lieu en Euskadi et dans de nombreuses autres villes.

### France

● Samedi 23 février 1991, les comités contre la guerre du Sud-Ouest ont organisé une marche sur la base aérienne de Mont-de-Marsan, point de départ des avions ravitaillant en vol les B 52 américains qui survolaient le territoire français avant d'aller lâcher leur cargaison mortelle sur la population et l'armée irakiennes.

Plus de 4 000 manifestants ont participé à cette initiative.

● Lundi 25 février, l'Appel des 75 (regroupement de personnalités, d'organisations politiques et d'associations) et Maintenant la Paix ont convoqué des manifestations dans tout le pays pour protester contre le déclenchement de l'offensive terrestre. A Paris, environ 5 000 personnes ont défilé, malgré le déploiement d'un dispositif policier impressionnant.

### Tchécoslovaquie

● Le 18 février 1991, un rassemblement contre la guerre du Golfe s'est tenu place de la Vieille ville à Prague ; puis une marche de plusieurs centaines de personnes s'est dirigée vers l'Assemblée fédérale, à l'appel de la Campagne pour la défense des droits de la jeunesse et de l'Association pour un dialogue au Moyen-Orient. Ces organisations demandaient un cessez-le-feu immédiat et le retrait de toutes les troupes étrangères de la région, le règlement global des problèmes au Moyen-Orient à travers une conférence internationale, et une information objective par les médias, notamment sur la situation réelle des militaires volontaires tchèques et slovaques. ★

# La bourgeoisie face à la guerre

Un mois après le déclenchement de la guerre du Golfe, la classe dominante aux Etats-Unis peut être fière de sa technologie militaire performante : la destruction importante d'une nation du tiers monde, relativement puissante, a été accomplie grâce à la suprématie aérienne américaine, avec un coût humain limité pour les attaquants.

Mais, avant le déclenchement de la guerre, la bourgeoisie nord-américaine a traversé une sérieuse crise de confiance : l'affrontement avec l'Irak n'était-il pas trop risqué, ou même avait-il un sens ? Pourquoi le capital a-t-il opté, en fin de compte, pour la guerre ?

Quels étaient les intérêts qui justifiaient de tels risques alors que — comme l'ont justement souligné les observateurs de l'establishment politique américain — les Etats-Unis n'étaient absolument pas menacés par une rupture de leur approvisionnement en pétrole, ni par aucun autre danger stratégique ?

David FINKEL



UNE ANALYSE de ce débat et de ses résultats donne un aperçu du mode de pensée de la bourgeoisie ; cela montre aussi comment, dans certaines conditions — surtout

lorsque la classe dominante est elle-même divisée et hésite sur les choix politiques — son "comité exécutif", notamment la présidence, qui n'est pas d'accord avec le Congrès, joue un rôle de premier ordre, dispose des pleins pouvoirs et même d'une quasi autonomie.

Deux types de débats se sont déroulés simultanément. Le premier, fondamentalement frauduleux, même s'il a concentré presque toute l'attention du Congrès, portait sur les sanctions : seraient-elles assez efficaces pour contraindre Saddam Hussein à capituler sans guerre ?

La seconde discussion était plus substantielle : il s'agissait essentiellement de savoir si la guerre en tant que telle allait dans le sens de l'"intérêt national américain" et du "nouvel ordre mondial" (c'est-à-dire des intérêts stratégiques de la classe dominante des Etats-Unis).

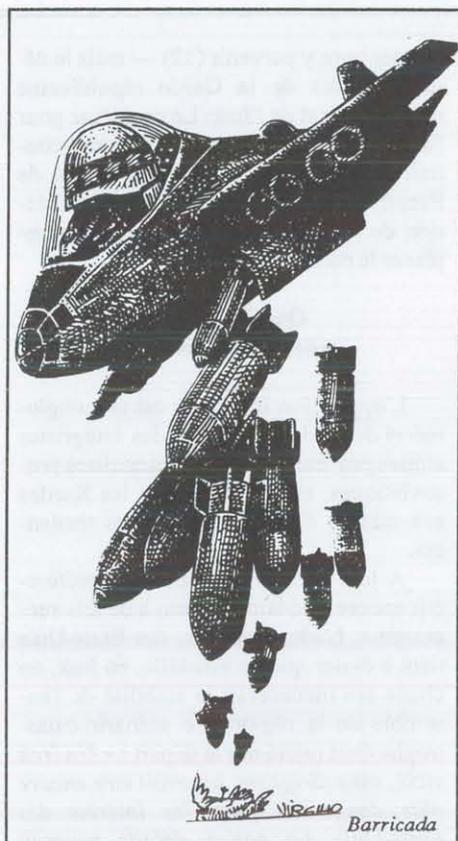
Cette dernière discussion s'est déroulée de façon étonnamment ouverte, malgré son cadre idéologique étroit. Pendant presque trois mois, avant les sessions du Congrès, des témoignages étaient diffusés

à la radio et il y avait des débats dans les tribunes des principaux journaux, avec la participation de gens haut placés dans le gouvernement et de conseillers de la bourgeoisie. Mais la marge de manœuvre était limitée, dans la mesure où la justesse et le bon droit des objectifs impérialistes dans le Golfe étaient universellement considérés comme allant de soi : la question était juste de savoir s'il fallait faire la guerre ou pas.

## Le vrai-faux "intérêt national"

Le débat réel n'a pas opposé, d'un côté, les libéraux et de l'autre les conservateurs ; il a surtout montré le peu de poids que gardent le libéralisme et le conservatisme authentiques dans le paysage politique actuel des Etats-Unis. Il y avait autant de partisans que d'adversaires de la guerre dans chacun de ces deux courants ; la plupart des arguments intéressants et importants sont surtout venus des secteurs les plus droitiers.

Mais il y a eu des exceptions à cela. Des personnalités politiques noires et quelques blancs, tels le sénateur démocrate Paul Wellstone, du Minnesota, et le socialiste indépendant Bernie Sanders, du Vermont, qui est membre du Congrès — tous deux venaient d'être élus en novembre 1990 —, se sont fermement opposés à la guerre avec un discours moral et populiste de gauche. Un sénateur républicain, Mark Hatfield, de l'Oregon, a aussi rom-



pu avec la majorité gouvernementale, en dénonçant la guerre pour des raisons de principe et pas seulement tactiques.

## La fumée sans feu des sanctions

La plupart des libéraux hostiles à la guerre ne sont pas intervenus dans le débat de fond, mais se sont appuyés sur l'argument de « *laisser le temps d'agir aux sanctions contre l'Irak* », ce qui a malheureusement été repris par une aile du mouvement anti-guerre (1). Mais ces argumentations étaient battues d'avance dans la mesure où elles portaient d'une mauvaise compréhension de l'objectif des sanctions ; en réalité, ce débat visait à en cacher un autre, plus important.

Les sanctions auraient pu amener l'Irak à céder, si on leur avait laissé le temps de produire un effet, durant neuf ou douze mois de plus ; ces mesures auraient sûrement été efficaces par le simple fait que les pays qui habituellement bloquent et empêchent les sanctions — les Etats-Unis et la Grande-Bretagne — contre des Etats agresseurs y étaient, dans ce cas, favorables.

Or, pour l'administration Bush, les sanctions contre l'Irak ne visaient pas à obliger ce pays à céder ni même à affaiblir son économie — même si cet effet aurait été le bienvenu —, elles n'étaient qu'un outil pour avancer vers la guerre.

1) Voir *Inprecor* n° 321 du 20 décembre 1990.

C'est derrière la bannière des sanctions que les Nations-Unies (ONU) se sont mobilisées, qu'une formidable force de frappe s'est rassemblée dans le désert arabe et que la coalition favorable à la guerre s'est constituée. Entre la résolution du Conseil de sécurité des Nations-Unies, du 29 novembre 1990, et la date butoir du 15 janvier 1991, la coalition "alliée" a atteint son plus haut niveau d'unité.

Dans la mesure où le but affiché des Etats-Unis était d'affaiblir l'Irak, la stratégie des sanctions pouvait être, de leur point de vue, fondée, y compris après le 15 janvier. Mais, comme le véritable objectif était de consolider l'alliance guerrière, elles n'avaient plus aucune utilité car la force de la coalition "alliée" était à son apogée le 15 janvier ; en revanche, les sanctions commençaient à gêner Bush, car leur impact était tel que la marche vers la guerre allait devenir difficile à justifier.

### Les nouveaux keynésiens sont aux commandes !

En fait, le vrai débat était de savoir si la guerre du Golfe allait dans le sens des intérêts de l'impérialisme américain. Le camp de ses partisans était constitué, en gros, par des forces que l'on pourrait qualifier de "keynésienno-militaires", composées de politiciens qui, depuis quelque temps, dominent la politique nationale et qui ont été surtout influents lors de la folie dépensière militaire réaganienne des années 80.

En réalité, ces secteurs sont prépondérants dans l'administration des Etats-Unis, quel que soit le parti au pouvoir, depuis le début de l'ère de l'économie de surarmement permanent.

A l'époque de Reagan, et de la promotion idéologique des fameuses vertus du "marché libre", auxquelles aucun d'eux ne croyait, ces keynésiens ont, de fait, organisé et développé une aide monumentale de l'Etat à l'industrie et à la haute technologie militaire, aux dépens de la classe ouvrière et de millions de pauvres. Le prétendu effacement du communisme a représenté un triomphe pour leur politique, mais aussi un problème : s'il n'y avait plus d'ennemi mondial, comment continuer à justifier de telles aides au secteur militaire ?

Ultérieurement, ces forces ont été confrontées à un problème de taille, qui est ré-

apparu à l'occasion du débat sur la crise du Golfe : en bâtissant leur énorme empire militaire, qui a contribué à la banqueroute et à l'écroulement de l'Union soviétique, elles ont aussi conduit à l'accélération de la destruction du potentiel compétitif du capitalisme américain face au Japon et à l'Allemagne.

Les partisans de cette économie militaire d'Etat gardent cependant un énorme atout : ils contrôlent le gouvernement des Etats-Unis. Ils maîtrisent le déroulement des événements et les termes de la discussion.

Vu le manque d'unanimité de la classe dominante quant à la nécessité de mener cette guerre, le fait que Bush, le secrétaire d'Etat James Baker, le ministre de la Défense Dick Cheney et Sununu, le secrétaire général de la Maison Blanche, soient au centre du pouvoir, et organisent le scénario selon leur désir, a représenté un facteur décisif.

Une fois qu'ils avaient installé 400 000 soldats en Arabie saoudite, ils pouvaient avancer un argument imparable : « Utilisez-les ou perdez-les ». Une telle armée ne pouvait pas rester là-bas in-

Je vais donc voter pour cela. » En somme, ils sont tombés dans le piège politique de l'administration, habile à mettre les gens devant le fait accompli et à imposer les termes du débat. Le sénateur B. Johnston a dit tout à fait explicitement, que la décision de lancer la guerre avait été prise le 9 novembre 1990 par Bush — lorsqu'il avait annoncé que l'offensive militaire était prête —, et pas le 29 novembre, date de la résolution des Nations-Unies sur l'utilisation de la force.

### Objectifs et arguments des "va-t-en-guerre"

Le camp des partisans de la guerre s'est organisé autour de trois idées fortes : d'abord la nécessité d'attaquer et d'écraser le nationalisme arabe ; ensuite, le fait que la force des Etats-Unis devait être utilisée pour maintenir sa supériorité militaire et politique face à tous ses ennemis, et même face à ses amis ; enfin, sur l'affirmation que l'alliance stratégique avec Israël demeure vitale pour la domination impérialiste du Moyen-Orient, y compris après la fin de la guerre froide et la disparition

de la menace soviétique, et même si l'Etat hébreu représente plutôt un danger politique dans ce conflit. La coalition ne pouvait évidemment pas se permettre que les troupes israéliennes attaquent l'Irak ; ce sont les Nord-Américains qui devront assumer les combats et les pertes humaines.

Une fois ces prémisses admises par une large frange du panorama politique américain, les arguments pour la guerre devenaient imparables, surtout par rapport à un possible affrontement avec le nationalisme arabe. Il est, en effet, beau-

coup plus facile d'affronter celui-ci quand il s'incarne dans la brutalité militaire et bureaucratique de Saddam Hussein, que lorsqu'il prend la forme de l'Intifada démocratique palestinienne. Pour ceux qui voulaient écraser le nationalisme arabe, Saddam est l'ennemi parfait — contrairement au mouvement palestinien qui, lui, peut drainer un énorme soutien populaire international, y compris aux Etats-Unis.

Par ailleurs, dans la mesure où l'on admet que les forces américaines doivent être utilisées pour maintenir la supériorité militaire et politique de ce pays — face à ses ennemis, mais aussi à ses alliés —, il



définiment, face à l'opposition croissante du monde musulman, sans parler des effets provoqués chez les réservistes arrachés à leur travail et à leurs familles.

Cette situation est apparue de façon explicite lors de la séance de janvier au Sénat qui vota la guerre, dans la bouche de deux sénateurs — le démocrate Bennet Johnston, de Louisiane, et le républicain Arlan Spector, de Pennsylvanie, qui ont tous les deux déclaré, en substance : « Je pense que les sanctions fonctionnaient et qu'il aurait été préférable de poursuivre dans cette voie. Mais le choix du président a été d'aller à la guerre maintenant.

va de soi que les Etats-Unis devront se battre un jour ou l'autre, et que le plus tôt sera le mieux. Si les Etats-Unis n'avaient pas utilisé leur force efficacement, aujourd'hui contre Saddam, ils n'auraient pas été crédibles à l'occasion d'une crise future. La force de cet argument a reposé sur la façon dont le film a été planifié. Après avoir placé 400 000 hommes dans le désert, l'administration Bush aurait pu dire à sa loyale opposition impérialiste : à l'avenir, il pourra y avoir des situations où vous aimeriez disposer d'une option militaire, or, si vous ne l'utilisez pas aujourd'hui, cela ne sera plus jamais cré- dible.

**Le discours bourgeois contre la guerre**

Les positions contre la guerre étaient développées par plusieurs groupes qui disposaient des meilleurs arguments intellectuels, mais qui n'avaient pas la force politique de la fraction belliqueuse.

Les conservateurs purs et durs croient toujours (contrairement à l'aile militaire et politique de la droite) que seul le marché libre pourra revigorer le pouvoir économique américain ; pour eux, la guerre n'est justifiée que lorsqu'il faut défendre « les intérêts nationaux vitaux » — c'est-à-dire quand l'existence même de la classe dominante est menacée. Ces conservateurs étaient idéologiquement engagés dans la lutte contre le communisme et l'Union soviétique ; ce n'était qu'à cette condition qu'ils admettaient le financement permanent et massif de l'appareil militaire par l'Etat, dans la mesure où ils jugeaient que c'était une mesure nécessaire dans le combat contre ce "fléau". Ils ne considèrent pas de telles dépenses essentielles lorsqu'il s'agit du prix du pétrole, puisque, selon eux, celui-ci devrait être fixé par le marché libre.

Ils analysent aussi que l'économie américaine ne peut absolument pas supporter le coût de cette guerre, même si le Japon, l'Allemagne et la monarchie saoudienne pouvaient être mis à contribution pour en financer une partie (ce qui, pour les vrais conservateurs, constitue, en dernière instance, une humiliation).

Ensuite, il existe une infime minorité de libéraux qui reconnaît l'existence de liens (linkages) dans la crise du Moyen-Orient ; ils ne placent pas l'alliance avec Israël au-dessus de tout autre considérant. Ils admettent que les problèmes fondamentaux de cette région passent par un arrangement entre Israéliens et Palestiniens et, même, par une redistribution partielle des richesses pétrolières dans le Moyen-Orient ; rien de tout cela ne sera résolu avec la guerre lancée par l'équipe Bush.

La troisième catégorie d'opposants bourgeois à la guerre, et la plus importante, est composée d'analystes pragmatiques qui envisagent avec horreur la réalité économique des Etats-Unis (2). Edward Luttwak, un de ses experts, a ridiculisé les délires bellicistes d'Henry Kissinger, en disant, en substance, devant le Sénat : « Les Japonais, les Allemands, les Hollandais et les Belges nous regardent mener cette aventure dans le Golfe et rigolent bien, parce qu'entre temps ils s'en mettent plein les poches. Ils consolident leurs économies, tandis que nous sommes dans les sables du désert. »

Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller national pour la Sécurité de Carter — que l'on ne peut sûrement pas soupçonner d'être un militant pacifiste — a souligné que le prix à payer pour gagner cette guerre sera sans doute plus élevé que le coût des combats eux-mêmes. Il a expliqué que la destruction de l'Irak créerait un vide de pouvoir au Moyen-Orient, qui pourrait être comblé tant par les différents groupes islamistes, que par la Syrie, obligeant les Etats-Unis à maintenir une force d'occupation massive pendant des années dans la région.

Brzezinski a aussi rappelé le prix du maintien de l'URSS dans la coalition anti-irakienne ; il avait prédit que la guerre de Bush donnerait toute liberté à Moscou pour réprimer les Républiques baltes, et que cela signifierait peut-être la fin des "réformes" économiques en Union soviétique que la bourgeoisie américaine espérait tant. Les événements ont démontré que Brzezinski avait raison.

De la même façon, les prédictions de ceux qui disaient que le capitalisme américain perdrait plus qu'il n'y gagnerait dans une guerre victorieuse semblent s'avérer terriblement justes. Le déficit du budget fédéral pour la seule année fiscale 1991 dépassera 300 milliards de dollars ; le gouvernement fédéral et les administrations locales sont tous dans une situation de banqueroute ; l'image d'une société pourrie jusqu'à la moelle est de plus en plus utilisée.

Quoi qu'il en soit, le parti de la guerre l'a emporté, non pas pour sa juste cause, mais pour plusieurs autres raisons.

● La clique assez fermée, dirigée par le président Bush lui-même, a commencé à organiser la guerre depuis le premier jour de la crise du Golfe, et a gardé le con-

trôle du scénario de bout en bout. Les quelques individus opposés à la guerre au sein de l'élite ont été obligés d'argumenter dans le cadre de la discussion fixée par l'administration.

● Ensuite — même si ce n'est pas un facteur décisif — le lobby pro-Israélien des Etats-Unis a soutenu la marche vers la guerre depuis le début, tout comme une fraction substantielle des néo-conservateurs qui tiennent beaucoup au militarisme et aux intérêts de l'Etat hébreu.

● Les arguments en faveur de la guerre ont été renforcés par différentes formes de manipulation et de supercherie, notamment avec l'argutie initiale, selon laquelle les sanctions pourraient résoudre la crise sans guerre, ce qui n'a jamais été dans les intérêts de l'administration. En outre, les coûts de l'opération ont été délibérément cachés.

● Il y avait très peu d'opposition de principe aux sanctions et au blocus contre l'Irak, alors qu'elle aurait été utile, non pas pour justifier la boucherie de Saddam Hussein au Koweït, mais pour briser l'hégémonie de l'administration Bush qui a imposé le cadre et les termes du débat.

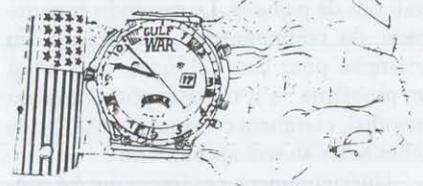
● Enfin, et c'est essentiel, la classe dominante n'a jamais été véritablement opposée à la guerre, même si elle n'était pas très sûre de sa capacité à mener à bien une telle entreprise.

C'est ainsi, finalement, que les Etats-Unis sont partis en guerre, contre la volonté de leur population et avec le soutien hésitant et faible de leur bourgeoisie.

Après le premier raid nocturne sur Bagdad, l'opinion publique a basculé en faveur de Bush.

Pour conserver l'appui populaire et celui de la bourgeoisie, Bush et ses acolytes doivent gagner cette guerre de manière décisive et avec peu de pertes américaines. ★

Détroit, 20 février 1991



2) Voir Inprecor n° 318 du 9 novembre 1990 et n° 324 du 14

# Le "repos du guerrier"

LA GUERRE perpétrée au Moyen-Orient, pendant plus de quarante jours, n'aura jamais été aussi éloignée du droit dont elle prétend se réclamer qu'à la fin. La défense du plus faible contre l'arbitraire et la violence du plus fort, dont les dirigeants de la coalition des "alliés" se targuent d'être les défenseurs, n'aura jamais été autant bafouée.

Cette barbarie ne s'effacera pas avec la reddition du "petit dictateur" irakien. L'emploi de la force et de la violence érigées en loi, l'humiliation à titre d'exemple, frappent ceux qu'elle est censée protéger : « *Les femmes et les enfants d'abord !* » ; après ce carnage, jamais les "plus faibles" ne se seront sentis aussi faibles et les "forts" aussi forts.

Comme les peuples qui luttent pour leurs droits, les femmes ont toutes les raisons de s'opposer à cette guerre. Cette violence légitimée et institutionnalisée renvoie aux oubliettes celles perpétrées, depuis des siècles et sous toutes les latitudes, contre les femmes. La guerre concentre tous les comportements machistes de nos sociétés et les stéréotypes sexistes ; c'est en son nom qu'on glorifie, ici, "nos vaillants soldats" ; qu'on appelle les épouses et les mères à soutenir le moral des troupes, en participant à la mobilisation patriotique, et à assurer le "repos du guerrier".

Cette démonstration de force se veut un exemple pour faire respecter le prétexte du "droit international" et celui des nations ; mais que font nos donneurs de leçons lorsque le respect et la dignité des femmes du Moyen-Orient, sont soumis, comme en Arabie saoudite à la *sharia* (loi islamique) la plus dure de la région ? Poursuivront-ils, pour l'exemple, leur "lutte de libération" jusqu'à réclamer la fin de l'"apartheid" qui frappe les femmes de ce pays ?

Comme le clame le mouvement des femmes en Algérie, « *la dignité des femmes est inséparable de celle des peuples* » ; or, c'est celle du peuple irakien, et par là même, celle des masses arabes

Au milieu des décombres de cette guerre, les mouvements féministes et les femmes célébreront, un peu partout dans le monde, leur journée internationale. Elles ont été nombreuses à refuser d'être « *embrigadées pour des causes qui ne servent en rien l'émancipation des peuples ni des femmes* » (voir les appels, en p. 28).

## Sophie MASSOURI

qu'on cherche à briser dans cette guerre (voir interview en p. 13). Les islamistes algériens ont d'ailleurs bien compris la logique qui fait de tout homme, de toute femme, ou de tout peuple humilié, un en-

Nous devons protéger la vie humaine.

Le Parlement ne peut pas voter des fonds pour l'avortement.



## Les femmes et le "nouvel ordre"

Pour elles, en particulier, le "nouvel ordre" ressemblera à l'ancien ; en pire. Rarement les moyens employés n'ont contredit à ce point les prétendues bonnes intentions. Cette guerre impérialiste a dévoyé le sens même du droit qu'elle prétend protéger ; les femmes du Moyen-Orient et du Maghreb en seront sans doute les victimes silencieuses, à moins qu'elles n'arrivent, comme en Algérie, à prendre la parole, pour défendre leurs intérêts. Comme, en d'autres circonstances, les régimes stalinien ont dévoyé l'idée même de l'"émancipation des femmes", supercherie dont elles sont aujourd'hui quelque-unes à comprendre les conséquences néfastes dans le cadre des profonds changements en Europe de l'Est (voir l'article en p. 16).

En 1988, une cinquantaine de féministes de Tel-Aviv, révoltées par les conditions de détention des Palestiniennes ac-

Maintenant, nous allons aborder des thèmes plus importants, tels



cusées d'entretenir de liens avec l'Intifada, ont créé l'Association des femmes pour les prisonnières politiques (WOFPP). Soumises à des pressions, familiales et sociales — certaines ont dû quitter leur travail —, elles se sont opposées à la politique du gouvernement, aux valeurs de la

société israélienne, et à la répression subie par le peuple palestinien dans les territoires occupés. Dans le mouvement pacifiste israélien et au sein de la gauche sioniste modérée, c'était le premier exemple d'une solidarité entre Palestiniennes et Israéliennes. Trois ans d'Intifada avaient provoqué quelques fissures dans l'"union sacrée" israélienne. Demain, après la guerre, que restera-t-il de cette solidarité ? Le retour de la quasi-totalité des forces progressistes, et surtout de la gauche modérée sioniste, dans le giron de l'"union nationale", dès les premières heures du conflit, a provoqué des fractures sans doute irrémédiables dans le mouvement pacifiste israélien (voir *Inprecor* n° 320 du 7 décembre 1990). La "paix" ne ramènera pas les choses à la case départ. Non, la guerre du Golfe a contaminé et détruit pour un moment cette fragile solidarité ; la faiblesse de celle-ci n'a rendu la tâche plus facile.

Pourtant, plus que jamais, c'est bien cette solidarité est nécessaire et les mouvements de femmes en ont tout aussi besoin. En développant de tels liens contre le nouvel "ordre mondial", nous donnerons un goût amer à la victoire impérialiste.

Comme ces féministes japonaises qui ont brandi des banderoles à l'aéroport d'Haneda, au Japon, contre le "tourisme du sexe", en solidarité avec les femmes sud-coréennes (voir l'article en p. 19) — nous

devons dénoncer l'injustice, l'oppression et l'exploitation des femmes, mettre en échec la volonté du plus fort d'écraser le plus faible, et réclamer tous les droits qu'on refuse encore aux femmes. ★

le vote de l'augmentation du budget militaire.



# Du Rio Grande à la Patagonie...



Plus de 2 500 femmes, venues de 35 pays d'Amérique latine et du Nord, d'Europe, d'Afrique et d'Asie, ont participé à la Ve Rencontre féministe de l'Amérique latine et des Caraïbes, en novembre 1990, à San Bernardo, en Argentine, qui a montré à quel point ces femmes marquent aujourd'hui les mouvements sociaux et démocratiques de ce continent. Alicia Ponce et Zaida Salas participent respectivement au mouvement des femmes du Mexique et de Colombie ; elles nous parlent de la rencontre et des luttes dans leurs pays.

**INPRECOR :** *Quels sont les mécanismes de coordination et les discussions du mouvement des femmes en Amérique latine ?*

**Alicia PONCE :** La première rencontre, en 1981, en Colombie, avait rassemblé 200 femmes, de cinq pays ; il avait surtout été question de l'autonomie du mouvement. Au cours des autres rencontres, nous avons débattu du patriarcat et du pouvoir, de la solidarité avec les Nicaraguayennes, du développement du mouvement féministe et, enfin, en Argentine, nous avons commencé à tirer le bilan de ces dix années de travail. D'autres discussions ont eu lieu, notamment sur les actions des Etats par rapport aux femmes, sur l'institutionnalisation et les problèmes de coordination entre les groupes.

Un courant commence à surgir dans ces rencontres qui explique que le mouvement des femmes a plus une expression sociale qu'une conscience féministe. Il y a aussi certaines tensions entre les femmes qui interviennent dans le mouvement social, et rencontrent certains obstacles (pas de commission spécifique femmes dans les syndicats, par exemple) et celles qui sont investies, quelquefois de façon rémunérée, dans le mouvement des femmes, dans des organisations non gouvernementales, avec des financements extérieurs. Les mouvements sociaux ont commencé à se coordonner, au Mexique, en 1990, dans un Front continental d'organisations communales et les femmes se sont rassemblées dans une commission spécifique.

Aujourd'hui nous devons avancer dans la création d'un pôle féministe, avec toutes ses diversités, à l'intérieur de ce mouvement : c'est la divergence que nous avons avec les féministes dites radicales qui sont souvent restées en dehors du mouvement actuel.

◆ *Quelle a été la traduction de ces rencontres au niveau des différents pays, face à des réalités nationales concrètes ?*

**Zaida SALAS :** Dans le cas de la Colombie, le processus de modernisation de la bourgeoisie touche aussi les femmes. Le gouvernement Gaviria a émis des propositions, qui ne faisaient que reprendre des revendications traditionnelles du mouvement des femmes, notamment sur l'éventualité de congés maternité pour le père. L'épouse du président a entamé un processus de discussions avec des groupes féministes, excluant d'emblée les femmes engagées dans des mouvements sociaux ou à gauche. Enfin, Gaviria a annoncé que la nouvelle Assemblée constituante (1) discuterait du problème du divorce pour les couples catholiques (l'Eglise ayant une ingérence importante dans les affaires d'Etat dans notre pays, ce sujet était jusque-là tabou). Le gouvernement reprend à son compte d'anciennes exigences du mouvement des femmes pour avoir une légitimité face à un secteur de la population qui s'est gagné un espace par ses luttes.

Depuis les années 80, les femmes se sont organisées et se sont liées aux mobilisations sociales, même si les formes d'organisation ont évidemment changé. La dynamique du mouvement des femmes est marquée par la situation politique générale. Elles agissent surtout contre la violence qui frappe les différents secteurs sociaux (la répression a fait plus de 84 000 morts en quatre ans) ; elles se battent aussi pour la suppression du service militaire obligatoire (qui concerne surtout les plus pauvres).

Il y a des problèmes de coordination entre le mouvement féministe et les femmes organisées dans les syndicats ou à la

campagne : nous devons plus travailler à la convergence de ces luttes (cela s'est déjà fait, lors de la campagne pour la Constituante : nous sommes arrivées à un accord pour faire une propagande commune sur les revendications spécifiques des femmes, sans parvenir pour autant à soutenir les mêmes candidatures). Mais la nécessité de maintenir une pression conjointe sur la nouvelle Assemblée a été admise (sur la laïcisation de l'Etat — notre Constitution commence par « *Au nom de Dieu* » — ; sur la maternité et le travail domestique comme fonctions sociales, etc.)

**Alicia :** Au Mexique, le mouvement des femmes intervient pour la reconnaissance des violences contre les femmes (notamment le viol) dans le cadre des réformes au Code pénal (avant d'être élu, le président actuel, Salinas, avait promis la pénalisation des violeurs).

Dans le cadre du Réseau contre la violence, nous avons travaillé à un projet de loi sur le viol, avec tous les groupes parlementaires. Cela a permis de lancer la discussion sur les réformes possibles du Code pénal dans plusieurs Etats du Mexique, et de faire des réunions publiques sur la violence contre les femmes. Dans l'Etat du Chiapas, le parti au pouvoir a proposé une loi sur l'avortement — loin d'être parfaite —, en décembre 1990 ; cela a lancé la discussion dans le mouvement des femmes et dans la société civile (ce projet prévoit qu'une femme célibataire décide toute seule, mais que, dans un couple, la décision revient aux deux partenaires — ce qui ne correspond pas à notre position — ; l'avortement y est présenté comme une méthode de planification familiale — alors que nous pensons que c'est l'ultime recours !). Ce n'est pas par hasard que cette proposition surgit au Chiapas, où la population indigène est majoritaire et où les stérilisations forcées sont monnaie courante ; mais il représente quand même une avancée. L'Eglise a évidemment riposté de façon très violente ; les tenants de la théologie de la libération ont suivi sa position, alors que leur base sociale est essentiellement composée de femmes !

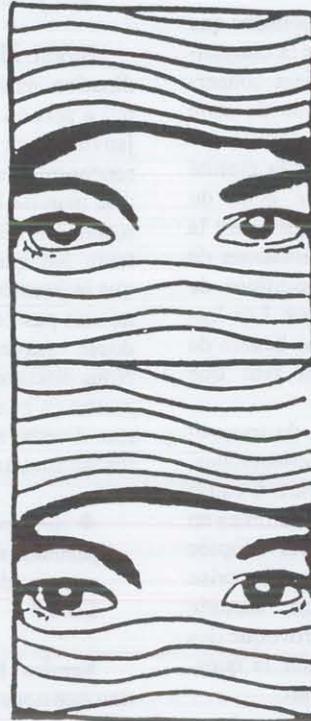
Il existe maintenant un front dans la capitale et dans certaines régions, avec plus de 50 organisations, qui fait campagne pour la maternité volontaire et pour la dépénalisation de l'avortement. ★

Propos recueillis par Gonzalo Medina  
15 février 1991

1) Voir *Inprecor* n° 320 et 321 des 7 et 21 décembre 1990.

# La sharia au nom de la guerre

Le 12 juin 1990, le Front islamique du salut (FIS) remportait une large victoire aux élections municipales, les premières élections pluralistes en Algérie (voir *Inprecor* n° 312 du 29 juin 1990). Sept mois plus tard, la guerre du Golfe ouvre d'autres brèches, dont aimeraient bien profiter les islamistes, un peu déstabilisés, au départ, par la configuration des pays impliqués de part et d'autre. Les femmes algériennes n'ont cessé, depuis des années, de lutter pour la reconnaissance de leurs droits ; aujourd'hui, de même, elles exigent le respect des droits des populations arabes et dénoncent l'agression dont est victime le peuple irakien, car, pour elles, « la dignité des femmes est inséparable de celle des peuples ». Nous avons rencontré Samira Fellah et Nawal Zien, membres du Parti socialiste des travailleurs et militantes du mouvement des femmes en Algérie \*.



En fait, le FIS cherche avant tout à se démarquer des autres partis traditionnels et à se positionner contre le gouvernement algérien, en vue des prochaines échéances électorales, les législatives. Il reproche très violemment au gouvernement de ne pas avoir engagé directement l'Algérie aux côtés de l'Irak et réclame l'ouverture de camps d'entraînement pour envoyer des milices populaires dans le Golfe, cherchant avant tout, par cette proposition, à répondre à la colère de ces jeunes qui descendent tous les jours dans la rue. Nous ne sommes pas contre cette idée, au niveau des principes, mais nous refusons l'armement de milices partisans comme celles que veut constituer le FIS, car elles risqueraient de se retourner contre les démocrates et

**INPRECOR :** Comment la population a-t-elle réagi par rapport à la guerre du Golfe ?

**SAMIRA FELLAH :** Cette guerre a provoqué un véritable choc en Algérie. Au cours des jours qui ont précédé l'ultimatum, plus personne ne dormait. On écoutait les informations jusqu'à 4 ou 5 heures du matin. Le pays tout entier se trouvait dans une situation particulière, tout le monde était tendu. Dès l'annonce du déclenchement de la guerre, il y a eu des manifestations spontanées, principalement de jeunes, chômeurs et lycéens. A Constantine, par exemple, les lycéens ont été à l'initiative de la première mobilisation, rejoints par des jeunes chômeurs qui s'en sont pris au consulat et au centre culturel français de la ville. Ensuite, ont eu lieu des manifestations un peu plus organisées. Mais tous les jours ou presque, des cortèges se forment spontanément — par exemple, à la sortie des établissements scolaires — en soutien au peuple irakien. Les jeunes brandissent toujours le portrait de Saddam Hussein, comme symbole de la résistance arabe face aux Etats-Unis.

Au départ, ces actions exprimaient avant tout un fort sentiment anti-américain et anti-occidental. Mais, peu à peu, le mouvement se politise, des positions plus clairement anti-impérialistes se développent. La question du pétrole, par exemple, comme instrument de domina-

tion des puissances occidentales dans la région, revient dans toutes les conversations.

Dès les premiers jours, le mouvement de protestation contre la guerre a été divisé en deux camps : celui des partis démocratiques, d'une part, et celui des intégristes, de l'autre. Les premiers avaient appelé à manifester tôt le matin, le vendredi 18 janvier 1990, au lendemain de la déclaration de guerre. Les intégristes, eux, ont une marche l'après-midi, après la prière, à la sortie des mosquées.

Jusqu'au déclenchement de la guerre, ils sont restés très vagues sur la question de l'Irak, et n'ont jamais pris position vis-à-vis de l'Arabie saoudite, ni de Saddam Hussein. Et pour cause : le régime des émirs était leur principal bailleur de fonds. La participation de ce pays au camp occidental leur a donc posé un réel problème, au début. C'est la radicalisation de la rue qui les a obligés à prendre clairement position.

Aujourd'hui, le FIS se démarque ostensiblement de l'Arabie saoudite, il prétend n'avoir jamais reçu d'aide de ce pays et appelle même à renverser le régime, pour le remplacer par un vrai pouvoir islamique. Il tente de transformer cette guerre en guerre confessionnelle, mais, pour l'instant, cela ne fonctionne qu'en partie, puisqu'il y a des deux côtés, dans ce conflit, un drapeau sur lequel est inscrit une formule islamiste.

contre nous, plutôt que contre Bush.

En face, les partis démocratiques semblent malheureusement très frileux. Ils ont annoncé qu'ils gelaient toutes leurs activités politiques à cause de la guerre, ralliant, dans les faits, le camp du gouvernement. La guerre devient ainsi, pour le pouvoir, l'occasion inespérée de réaliser un quasi consensus (hormis le FIS) autour de ses réformes économiques, dans une situation de crise économique croissante, d'inflation galopante et de difficultés de toutes sortes (1). Par cette attitude, ces partis se discréditent totalement aux yeux de la population. Ce jeu profite bien sûr aux intégristes, qui apparaissent comme les plus radicaux par rapport au gouvernement.

◆ *Et les femmes, comment réagissent-elles ? Le mouvement des femmes a-t-il pris position ?*

**Nawal ZIEN :** Les femmes sont présentes dans les grandes manifestations, mais de façon minoritaire. A Setif, toutefois, une manifestation rejointe par les lycéens et les lycéennes a donné un cortège très mixte. Il y a aussi des femmes dans les comités de soutien au peuple irakien, comme à Alger.

\* Cette interview a été réalisée conjointement pour les Cahiers du féminisme n° 56 et *Inprecor*.

1) Voir *Inprecor* n° 322 du 18 janvier 1991.

Dans le mouvement des femmes, nous avons défendu l'idée que les femmes devaient être partie prenante de tous les combats politiques.

**Samira FELLAH :** Nous pensons que les femmes qui se battent pour la citoyenneté, en Algérie, sont forcément concernées par un problème politique de cette taille, et que la lutte pour la dignité des femmes est liée à la lutte pour la dignité des peuples, en l'occurrence celle du peuple irakien. Nous savons quelle est la place des femmes dans les situations de guerre, quelles sont leurs conditions de vie, ce qu'elles doivent endurer. Les Irakiennes, aujourd'hui, ont donc besoin de notre soutien particulier, en tant que femmes.

Mais certaines militantes du mouvement, notamment des intellectuelles, étaient très réticentes, au départ, à cause de la situation qui est faite aux femmes en Irak — en particulier cette loi adoptée l'an dernier, en mars 1990, qui autorise tout homme à tuer une femme accusée d'adultère. Cette question a provoqué des remous dans le mouvement sur la question du soutien au peuple irakien.

**Nawal ZIEN :** Dans l'Association pour l'émancipation de la femme, le débat a porté sur les mots d'ordre à mettre en avant. Certaines femmes voulaient avancer seulement celui de paix. Mais pour nous, et pour d'autres, on ne pouvait en rester là : de quelle paix s'agit-il, au profit de qui ? Nous sommes finalement arrivées à un consensus pour dénoncer l'agression impérialiste contre l'Irak.

A Alger, les Moudjahidates (les anciennes combattantes de la guerre de libération nationale) ont pris l'initiative d'appeler à une marche de femmes. Les autres associations de femmes ont soutenu cet appel. Cette manifestation, le 24 janvier 1991, a regroupé entre 5 et 6 000 femmes, ce qui, pour nous, est important, d'autant que quelques jours auparavant, une marche de femmes intégristes n'avait regroupé que quelques centaines de personnes.

Cette manifestation du 24 est la première démonstration de femmes qui a réussi à gagner la sympathie des jeunes dans la rue alors que, dans les précédentes manifestations, comme celle du 8 mars, nous avions souvent ressenti de l'agressivité à notre égard. Cette fois, il y avait une certaine complicité.

◆ *La mobilisation contre la guerre a-t-elle donné lieu à une coordination des associations de femmes pour des actions communes ? Que comptez-vous faire pour le 8 mars, cette année ?*

**Nawal ZIEN :** Il existe déjà une coordination nationale. C'est cette structure qui a pris en charge la préparation du 24 janvier. Pour ce 8 mars, il est prévu une rencontre nationale des femmes le matin, une marche l'après-midi et sûrement un meeting le soir. Cette date va être importante, puisque les intégristes ont demandé que la journée internationale de la femme ne soit pas ce jour-là, et qu'ils vont sans doute essayer d'empêcher nos activités. Nous discutons encore du thème central à mettre en avant. Il est fort probable que le mot d'ordre sera la solidarité entre toutes les femmes arabes, contre la guerre.

◆ *Avez-vous des informations sur les femmes des pays impliqués dans la guerre, de l'Arabie saoudite ou d'ailleurs ?*

**Samira FELLAH :** La seule information que nous ayons, c'est cette manifestation de femmes en Arabie saoudite, en novembre 1991, contre l'interdiction qui leur est faite de conduire des voitures. Il semble que ce soit l'arrivée, dans ce pays, des femmes réfugiées du Koweït, qui ait provoqué cette réaction. Ces deux pays sont soumis à la *sharia*, la loi islamique, et les Saoudiennes se sont rendu compte,



pour la première fois, que la loi islamique n'était pas partout la même : au Koweït, les femmes ont le droit de conduire, mais pas en Arabie saoudite. Toutes celles qui ont osé manifester sont aujourd'hui menacées de lapidation, certaines ont perdu leur travail ; le mari de l'une

d'elles, qui les avait soutenues, a perdu lui aussi son emploi. Ces femmes nous ont envoyé une lettre, en nous lançant un appel désespéré à les soutenir et à envoyer des messages à l'ambassade d'Arabie saoudite, à essayer, au moins, de faire quelque chose pour elles.

◆ *Le fait que la manifestation des femmes contre la guerre ait rencontré plus de sympathie dans la population va-t-il modifier, selon vous, la façon dont est perçu le mouvement des femmes ?*

**Samira FELLAH :** Il en restera sans doute quelque chose, mais, à mon avis, cela ne va pas modifier fondamentalement la perception qu'a la société algérienne du mouvement organisé ; notamment le fait que la direction de ce mouvement soit perçue comme pro-occidentale.

◆ *Comment les femmes ont-elles réagi devant la montée du FIS, lors des élections municipales de juin 1990 ? Quelles mesures les nouveaux élus islamistes ont-ils prises dans ces mairies ?*

**Nawal ZIEN :** Après les élections du 12 juin 1990, la peur et la démoralisation



ont gagné beaucoup de femmes. Même dans les associations, on a ressenti un certain découragement. Mais la peur en a poussé d'autres à réagir. Peu de temps après, par exemple, notre association a organisé un gala, à Alger : 700 femmes y ont participé. C'était moins que ce qu'on pouvait rassembler auparavant, mais toutes les femmes qui étaient là voulaient adhérer, faire quelque chose.

**Samira FELLAH :** Les femmes des couches moyennes, y compris dans les milieux militants, étaient effrayées par la victoire du FIS et parlaient d'"iranisation". La coordination des associations des femmes qui a eu lieu fin juin, juste après les élections, ressemblait à un psychodrame. Il y soufflait un vent de panique générale. Le débat et la discussion ont ramené un peu de sérénité et une plus juste appréciation des rapports de forces.

Il faut bien comprendre que les femmes algériennes n'ont pas toutes la même conscience du danger que représente le courant intégriste. Il est certain que, parmi les intellectuelles, dans les couches moyennes, les atteintes au droit au travail, au droit à la scolarisation, à la mixité, au sport féminin, sont vécues de

façon dramatique. Pour les femmes au foyer, en revanche, la perception de ce danger est beaucoup moins forte. Les intégristes promettaient un logement pour tout le monde, un partage équitable de l'eau (dans beaucoup de villes, la distribution de l'eau est tout à fait aléatoire — une fois tous les quinze jours). Ils promettaient, d'autre part, un salaire pour les femmes au foyer. Comment voulez-vous que les femmes ne perçoivent pas cela comme positif pour elles ? Pour la première fois, un parti prenait en compte leurs conditions de vie. Des femmes qui ne sortent pas de leur maison, qui sont dépendantes économiquement de leur mari, ne peuvent pas rester insensibles à une organisation qui leur parle de retrouver leur



dignité dans le cadre de l'islam. Le salaire pour les femmes au foyer représente pour elles une reconnaissance. Les tâches domestiques, en Algérie, où n'existent pas les mêmes commodités et le même confort qu'en France, sont une charge encore plus lourde. Dans les couches populaires, le discours du FIS a donc une réelle emprise sur les femmes.

Bien sûr, la politique du FIS dans les municipalités qu'il a gagnées n'est pas à la hauteur de ses promesses électorales. Les problèmes de l'eau, du logement, du chômage des jeunes, n'ont pas reçu le moindre début de solution, les inégalités demeurent. Beaucoup d'électeurs du FIS sont aujourd'hui très déçus. Mais cette déception ne va pas se traduire forcément aux élections, dans les votes.

◆ *Le succès des intégristes aux municipales n'est-il pas dû aussi, en partie, à la façon dont les élections se sont déroulées, favorisant la fraude électorale ?*

Samira FELLAH : On peut parler de fraude électorale, au bénéfice du FIS, c'est certain. Mais c'est la loi mise en place par le Front de libération nationale

(FLN) lui-même qui a favorisé tous les abus : elle autorise tout électeur à avoir trois procurations. En outre, la veille des élections, le ministre de l'Intérieur avait affirmé à la télévision qu'il n'y aurait pas de vérification d'identité dans les bureaux de vote. Effectivement, il n'y a pas eu de contrôle : certains ont voté pour les morts, ou pour ceux qui avaient changé de ville. Les procurations n'étaient absolument pas contrôlées. Ces fraudes ont été dénoncées. Mais est-ce que, sans les fraudes, les résultats auraient été très différents ? Je ne le crois pas.

À la suite de ces élections, les associations de femmes ont décidé d'engager, toutes ensemble, une grande campagne contre la loi électorale et contre les procurations. Déjà, bien avant les municipales, les femmes avaient été les seules à poser ce problème. Après les résultats du 12 juin, beaucoup de partis démocratiques se sont solidarisés avec nous, donnant ainsi un plus grand écho à notre campagne. Le FLN a annoncé une révision de la loi électorale. Nous, les femmes, avons obtenu le droit de participer à la commission juridique chargée de réviser cette loi. Malheureusement depuis, cette discussion est reportée de jour en jour, et la loi électorale n'a toujours pas été rediscutée.

Les associations de femmes ont élaboré un texte, qui sera la base des négociations avec le gouvernement. Celui-ci se montre maintenant favorable à la suppression du fameux article sur les procurations, il accepte l'idée de les réduire à une par personne, dans des conditions exceptionnelles. Il accepte notre slogan : « *Un homme, une femme, une voix* », ou plutôt : « *Une présence, un bulletin, une voix* ». Mais pour nous, le débat doit porter également sur un autre point de la loi : aujourd'hui, un mari a le droit de voter pour sa femme sur simple présentation du livret de famille. En réalité, la loi est extrêmement insidieuse, elle ne fait pas référence au "mari", elle ne parle que de "conjoint". Mais compte tenu de la réalité sociale algérienne, et comme le vote, aux élections, dans le cadre d'un régime de parti unique, n'a jamais représenté quelque chose de décisif, ce sont d'abord les hommes qui vont voter. Pourquoi les femmes se sentiraient-elles concernées ?

Notre activité a deux objectifs : d'une part, la révision de la loi électorale, sur la base des amendements que nous avons proposé, d'autre part, une campagne pour le vote effectif des femmes, notamment lors des prochaines élections législatives (dont la date n'est pas encore fixée). Il faut expliquer aux femmes que toutes les difficultés de leur vie quotidienne, leurs problèmes de santé, ceux de leurs enfants, les problèmes d'approvisionnement, etc.,

dépendent de la politique décidée à l'Assemblée populaire nationale : d'où l'importance pour elles de participer elles-mêmes à son élection. Nous essayons de montrer le lien entre ce qu'elles vivent au quotidien et les prochaines législatives. Je crois que notre campagne a eu un véritable écho, au point de déstabiliser, en partie, les intégristes.

Nawal ZIEN : Nous n'appelons pas à voter pour tel ou tel parti, mais nous appelons les femmes à se responsabiliser, à se sentir concernées, et à choisir, en toute conscience, les programmes qui sont susceptibles de les défendre. Bien sûr, nous combattons en tant que féministes le programme des intégristes, mais c'est une autre campagne.

◆ *Avez-vous constaté un comportement différent, vis-à-vis des élections et du FIS, de la part des jeunes femmes ?*

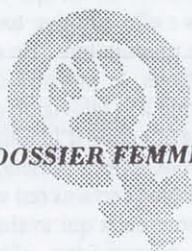
Samira FELLAH : Les jeunes femmes semblent plus sensibles aux élections. Mais il ne faut pas perdre de vue que c'est parmi elles, aussi, que se recrutent les militantes intégristes. On assiste aujourd'hui à des tentatives sérieuses d'organiser un mouvement de femmes intégristes. Un autre parti islamiste, directement lié au mouvement international des Frères musulmans, tente de regrouper les femmes sur des revendications telles que le droit au travail, le droit à l'instruction, le droit de circuler. Mais, bien sûr, il les appelle à s'organiser dans le cadre de la loi islamique, la *sharia*. De même, le syndicat islamique du travail — pas des travailleurs, bien sûr, puisqu'il s'agit d'éradiquer toute notion de lutte de classes —, qui s'est créé en juillet 1990, appelle les femmes à se syndiquer et à lutter pour faire reconnaître leur spécificité en tant que femmes, toujours dans le cadre de la loi islamique.

Nawal ZIEN : Il y a quinze ans, une femme qui marchait avec un foulard dans la rue était très mal vue. Aujourd'hui, il faut comprendre que c'est l'inverse. En arabe, une femme non voilée, se traduit par "femme nue". Mais la vision présentée par les médias occidentaux est souvent fautive. Malgré la montée de l'intégrisme, il y a un nombre impressionnant de femmes qui sont dans la rue, et certaines dirigent même des grèves. ★

Propos recueillis par Cecilia Garmendia  
et Gaëlle Lucy  
le 10 février 1991

# « A vos casseroles ! »

DOSSIER FEMMES



Ruth Rosen, universitaire californienne qui rédige une histoire culturelle du féminisme américain contemporain, a passé le mois de juillet 1990 à Prague et à Budapest, où elle a rencontré de nombreuses femmes, dont la sociologue tchécoslovaque, Jirina Siklova, dissidente depuis l'écrasement du Printemps de Prague, en 1968. En 1985, Jirina Siklova avait publié clandestinement *Ce que les femmes peuvent endurer*, où elle analysait l'épuisement des femmes après leur double journée de travail, les stéréotypes de la société sur les hommes et les femmes, et la vision intériorisée négative que ces dernières ont d'elles-mêmes ; cet ouvrage a été diffusé sous le manteau à 100 000 exemplaires en Tchécoslovaquie.

Ruth ROSEN



AUJOURD'HUI, comme beaucoup d'autres femmes, Jirina Siklova s'inquiète du futur des femmes dans la nouvelle Tchécoslovaquie. Dans pratiquement tous les pays d'Europe de l'Est, des femmes, individuellement ou au sein de petits groupes qui se déclarent féministes, craignent que la nouvelle démocratie et le marché libre ne mettent à mal de nombreux droits et avantages dont elles bénéficiaient sous le socialisme d'Etat ; ce qui ne signifie absolument pas qu'elles regrettent les régimes précédents. Mais elles sont préoccupées par le fait que la sphère politique — dominée actuellement par des politiciens de centre-droit qui vantent les mérites du tout marché — ne parvienne à démanteler les nombreux programmes sociaux qui, auparavant, protégeaient les femmes et les enfants.

De telles craintes ne sont pas injustifiées. Associés au passé totalitaire de ces pays, la social-démocratie et le socialisme sont, pour l'instant, totalement discrédités, laissant un vide dans lequel les chrétiens-démocrates, à travers le renouveau des groupes chrétiens, ont une influence disproportionnée. « Ils ont une grande importance dans le paysage politique actuel » dit Jirina Siklova ; ils appellent à un renouveau religieux, au retour des valeurs traditionnelles et de la famille "classique", et sont très écoutés tant par les hommes que par les femmes, surtout en

Slovaquie, à forte dominante catholique. Le slogan des chrétiens-démocrates tchèques, « Essayons ce qui a déjà marché » est, pour l'instant, plus attirant que tous les discours sur le droit des femmes à décider de leur destin. De plus, comme l'explique Jirina Siklova, les femmes pensent que pouvoir rester au foyer est « nouveau et progressiste ». Il n'y a que celles qui ont des emplois de cadres qui se rendent compte de ce que les femmes peuvent perdre, mais il est aussi vrai qu'elles sont les seules à avoir un travail qu'elles pourraient regretter.

## Renvoyées à leurs foyers

La propagande visant à renvoyer les femmes à la maison est très forte. L'Eglise, les médias et les groupes des "défenseurs de la vie" reprennent le couplet selon lequel le nombre élevé de divorces, la délinquance des jeunes, l'alcoolisme (et même, en Hongrie, le nombre important d'attaques cardiaques chez les hommes !) doivent être directement attribués au travail des femmes et à leur absence du foyer. Avec l'augmentation du chômage, les économistes planifient le retour des femmes à la maison, pour rendre plus aisée la situation économique des

hommes. Leur calcul est simple : le démantèlement des crèches et le retour des femmes au foyer, où elles s'occuperaient de leur progéniture, reviendront moins cher que leur maintien dans la production et le financement des équipements sociaux pour les enfants.

En Tchécoslovaquie, tout comme dans les autres pays de l'Est, à l'exception d'une mince couche de cadres, la plupart des femmes sont assez favorables à cette idée. Les mots "féminisme" et "émancipation des femmes" fleurent encore trop l'enfer stalinien et les trahisons du passé. Le féminisme n'est pas entaché par les images occidentales ; en fait, rares sont celles qui connaissent le féminisme occidental, et ce concept est plutôt associé à l'Etat et à son pouvoir coercitif. Au nom de l'"égalité" ou de l'"émancipation", l'Etat a obligé les femmes à s'intégrer à un marché de l'emploi marqué par la division des tâches, où elles exerçaient des travaux non qualifiés pour des salaires de subsistance, avant de rentrer chez elles pour s'occuper des enfants et de la maison. Même chez les cadres, les salaires des hommes sont très souvent supérieurs aux leurs. Une journaliste m'a

appris qu'elle était payée 50 couronnes de moins que son collègue masculin, différence insignifiante, juste assez pour marquer la valorisation de l'un par rapport à l'autre.

J'ai demandé s'il existait des débats au sein du Forum civique (FC) (1) à propos de ces questions. Jirina Siklova m'a

expliqué que la plupart des ses dirigeants — qui, à une ex-

ception près, sont tous des hommes — sont d'accord sur le bien-fondé du retour des femmes à la maison ; ils voient cela non seulement comme une bonne solution pour endiguer l'important taux de chômage attendu, mais aussi comme faisant partie de l'ordre naturel des choses. Ma traductrice, Vladimira Zakova, qui se déclare elle-même féministe, m'a dit : « La plupart de ces gens n'imaginent pas à quel point les femmes seront dépendantes une fois rentrées chez elles. » Elle m'a aussi cité un exemple qui l'avait frappée ; interrogée sur les positions de Vaclav Havel à propos des femmes, l'une de ses secrétaires a naïvement répondu : « Il les aime beaucoup et nous traite toutes très

1) Cet article a été écrit avant que le FC n'éclate en plusieurs partis politiques. Voir *Inprecor* n°323 du 1er février 1991.

bien. » Vladimira Zakova espérait qu'un nouveau magazine féminin, baptisé *Nora*, parlerait de certains problèmes des femmes : « J'ai été atrocement déçue. Dans cette revue, qui a pris le nom de l'héroïne d'Ibsen, qui claque la porte dans une de ses pièces, l'article principal portait sur le fait que les femmes tchécoslovaques devraient mettre des chaussures marron, et non noires. »

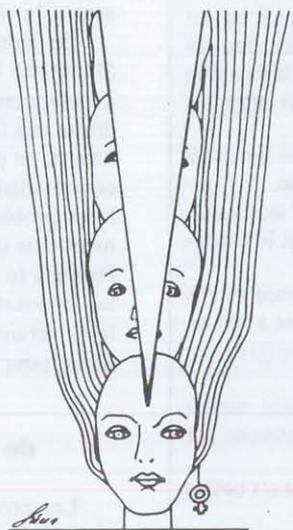
**Un discours rétréci**

Le philosophe Ladislav Hejdanek, lors d'une interview sur la culture politique, a prononcé cette phrase, en parlant de la situation politique générale : « Il n'est pas naturel de ne pas avoir de gauche. » Jirina Siklova est d'accord avec lui là-dessus : « L'un des paradoxes de la culture politique en Europe de l'Est actuellement est que la liberté de parole s'est élargie, mais que le discours politique s'est rétréci. » A cause des 40 dernières années, il est difficile de parler des questions des femmes, des acquis sociaux ou de la classe ouvrière sans « passer pour stalinien ». Mais Jirina Siklova prévoit que, d'ici cinq ans, un féminisme radical apparaîtra en Tchécoslovaquie, qui dévoilera les inégalités entre les hommes et les femmes et traitera ouvertement des besoins et des désirs de celles-ci.

Cependant, à court terme, à cause de la dislocation de l'économie, combinée au profond rejet de la rhétorique communiste sur leur émancipation, les femmes seront poussées à rentrer dans leurs foyers et dépendront alors des salaires de plus en plus bas des hommes. Jirina Siklova déclare : « Je peux admettre cela. Ce sera peut-être nécessaire pendant une courte période, durant la crise économique. Mais je ne peux accepter une quelconque théorisation idéologique qui défende l'idée que les femmes appartiennent naturellement à leur foyer. » Vladimira Zakova, elle, n'est pas d'accord avec Jirina Siklova : « Ses positions sont inacceptables. Une fois le système de garde d'enfants démantelé et les femmes rentrées dans leurs foyers, il sera très difficile de les réintégrer à la vie publique. » Comme d'autres féministes, elle pense que la nouvelle société civile devrait intégrer les hommes et les femmes tant dans le domaine public que privé.

Les nouvelles libertés politiques et sociales ont également changé la façon dont les femmes sont représentées dans la vie quotidienne. Depuis quelques mois, les

chauffeurs de taxi de Prague décorent leurs véhicules avec de petites photos de femmes nues. Sur la place Wenceslas, des jeunes gens vendent à la criée les magazines pornographiques *hard-core* qui ont inondé la ville. Moins surveillée par la police, la prostitution a augmenté ; à côté des hôtels et des restaurants fréquentés par les étrangers, des gitanes proposent de changer de l'argent, ou, si on refuse, un peu d'"amour". Des affiches de spectacles de strip-tease tapissent les murs.



« Ils finiront par s'en lasser » m'a dit la femme d'un membre du Parlement hongrois qui a connu la même explosion de pornographie dans son pays, ces deux dernières années. « Pour l'instant, tout cela est si nouveau que les gens voient la pornographie comme un signe de liberté. » De nombreuses fem-

mes n'apprécient pas les nouveaux spectacles de strip-tease et la pornographie, mais, pour certaines, surtout les jeunes, cela ressemble à la révolution sexuelle des années 60 ; c'est un souffle d'air frais et un signe de liberté. Après 40 ans de répression, l'idée d'une censure judiciaire d'Etat est impensable.

En plus de l'inflation et du chômage, il faut découvrir l'histoire cachée de la vie des femmes sous les anciens régimes. Quand j'ai posé des questions sur le harcèlement sexuel au travail, Jirina Siklova et d'autres m'ont répondu que « c'était très courant ». Comme dans les pays occidentaux, il y a quelques années, c'était tout simplement vécu comme quelque chose de normal. Le pouvoir des patrons du Parti communiste sur les salaires des femmes et sur les mutations professionnelles était souvent absolu. Les organisations officielles de femmes, boycottées par les dissidentes, n'ont jamais pris ce problème en charge.

En Tchécoslovaquie et dans les autres pays d'Europe de l'Est, l'avortement est aujourd'hui la question sociale numéro un pour les femmes. Vladimira Zakova a très peur qu'il soit interdit, mais Jirina Siklova n'est pas si pessimiste ; bien qu'elle

pense que l'atmosphère politique actuelle va à l'encontre de l'avortement, elle croit que cela changera à moyen terme. En Croatie, j'ai vu une affiche contre l'avortement sur un mur : des photos de fœtus morts alternaient avec des photos de cadavres venant d'un camp de concentration. En Hongrie, presque tous les partis politiques — à l'exception de la Fédération des jeunes démocrates (FIDESZ) et des Démocrates libres — se sont prononcés contre l'avortement. En Tchécoslovaquie, le FC n'a pris aucune position officielle.

**Le dilemme de l'avortement**

Des femmes m'ont expliqué que le débat sur l'avortement est également entaché par l'ancienne rhétorique stalinienne. Comme l'Etat l'a parfois encouragé comme méthode de contrôle des naissances, beaucoup d'hommes et de femmes le voient toujours comme faisant partie de la politique barbare et inhumaine de l'Etat. Un sondage a montré à quel point cette question divise la popula-

**L'amertume des Hongroises**

*Voici des extraits du manifeste du groupe des Feminiistes hongroises, créé en septembre 1989 par des étudiantes et des enseignantes du supérieur.*

Les femmes sont pratiquement absentes du changement politique dans la société hongroise actuelle. Il y en a très peu dans les groupes d'opposition de gauche ; parallèlement, leurs problèmes spécifiques ne sont repris par aucun programme politique de mouvement ou de parti.

En Hongrie, la discrimination en matière d'emploi est très nette ; les femmes ont peu de possibilités de suivre des carrières non traditionnelles ; les emplois les moins payés leur sont réservés (institutrices, infirmières, vendeuses, coiffeuses, secrétaires, femmes de ménage, etc.). Paradoxalement, le salaire d'un pompiste, emploi qui ne requiert aucune qualification spéciale, est plusieurs fois plus élevé que celui d'une enseignante ou d'une infirmière...

Avec l'aggravation actuelle de la situation économique, le fardeau qui pèse sur les femmes est de plus en plus lourd ; c'est à elles de jongler pour nourrir leur famille, alors que les revenus diminuent sans cesse. De plus, les tâches ménagères requièrent davantage de temps qu'en Occident car l'industrie et les services sont beaucoup moins développés.

En Hongrie, la contraception est quasiment inexistante ; plus de 4 millions d'avortements ont été pratiqués durant les 25 dernières années.

Les médias hongrois renvoient une image du corps de la femme comme objet commercial. On assiste à une intrusion de la pornographie partout dans la vie publique et privée ; ce qui est synonyme d'"ouverture et de progrès" aux yeux de beaucoup de nos compatriotes.

Les violences vis-à-vis des femmes sont monnaie courante (agressions verbales ou physiques, harcèlement sexuel au travail, etc.) mais restent cachées ; ainsi, il n'existe pas de mot en hongrois pour "femmes battues". ★

## Après Ceausescu...

Guidée par une politique nataliste à tout crin, la dictature roumaine a, durant de nombreuses années, dénié aux femmes le droit à la contraception et à l'avortement (voir *Inprecor* n°300 du 12 janvier 1990), provoquant un nombre élevé d'avortements clandestins, pratiqués dans des conditions précaires, entraînant la mort de nombreuses femmes, et des conséquences importantes sur leur santé.

Comme l'interruption de grossesse était strictement interdite — d'abord aux femmes n'ayant pas, au moins, trois enfants puis, par la suite, quatre —, l'avortement provoqué et l'abandon des nouveaux nés se sont substitués aux moyens de contraception modernes ; en outre, la formation reçue par les gynécologues-obstétriciens concernant les moyens de contraception était largement insuffisante et erronée.

Après les événements de décembre 1989 et la chute de Ceausescu, la situation des femmes a progressivement changé. Le 19 janvier 1990, la loi pénalisant l'avortement a été abrogée.

Les moyens contraceptifs et l'information sur la sexualité étant encore largement inexistantes, l'avortement reste le seul moyen d'éviter une grossesse non désirée ; aussi, entre 50 et 80 avortements sont pratiqués chaque jour dans des établissements hospitaliers.

Venant essentiellement des pays européens occidentaux, les contraceptifs sont encore rares sur le marché et donc très onéreux ; bien que le prix des stérilets soit fixé officiellement à 300 lei, on en trouve si peu qu'il faut s'en procurer au marché noir, où leur prix atteint 2 000 lei (le salaire mensuel moyen est de 3 500 lei), alors qu'un avortement coûte 30 lei.

On comprend que, dans cette situation, les femmes aient recours à l'avortement, surtout quand on sait qu'il existe une véritable désinformation sur la contraception orale, transmise par l'ensemble des médecins.

Certaines femmes roumaines ont commencé à se battre contre cette ignorance, et ont besoin pour cela de la solidarité active des groupes féministes occidentaux. ★

tion tchécoslovaque : 52 % des femmes et 40 % des hommes approuvent l'avortement quasiment sans restrictions. Durant les années 70, des dissidents, en particulier en Hongrie, avaient lutté contre l'Etat pour que les femmes aient le droit d'avorter ; leur préoccupation, cependant, était d'empêcher l'administration de trop s'immiscer dans leur vie privée. Aujourd'hui, alors que beaucoup de ces anciens opposants sont membres du Parlement en Hongrie ou membres du FC, ils ignorent cette question ou la contournent en plaidant pour une amélioration de la contraception.

Mais la pression idéologique pour que les femmes restent au foyer va se heurter à une cruelle réalité économique : la nécessité d'avoir deux salaires par famille est incontournable dans toute l'Europe de l'Est. Certains partis, comme les Démocrates libres de Hongrie, luttent pour un hypothétique "salaire familial" qui permettrait à tout travailleur mâle de subvenir seul aux besoins de toute sa famille. Or, dans la réalité, les hommes — et fréquemment ceux dont les épouses travaillent — s'épuisent déjà dans deux ou trois emplois à la fois.

Des initiatives féministes commencent à se développer un peu partout. Il y a deux ans, des amies de Vladimira Zakova ont créé un groupe de rock, composé exclusivement de femmes ; d'autres ont essayé de tenir régulièrement des discussions entre femmes. Un magazine dans le vent pour les jeunes, *Respekt*, publie ré-

gulièrement les poèmes d'une jeune poète féministe, Anna Wagnerova.

Le Club pour les femmes modernes, auquel participent certaines militantes peu satisfaites de l'ancienne union officielle des femmes, vient d'être fondé ; il a pour objectif de créer un réseau national de groupes qui fourniraient une aide domestique, des cours de langues, du baby-sitting, de la psychothérapie, et des conseils légaux pour les femmes qui vivent seules avec leurs enfants ; ses organisatrices ont demandé à Havel de créer un ministère des Femmes et de la Famille.

Jirina Siklova et d'autres femmes viennent de lancer une nouvelle revue pour les femmes baptisé *Maxima* : journal pour les femmes intelligentes. Elles veulent traiter des problèmes spécifiques des femmes et traduire des textes féministes occidentaux. Jirina Siklova a remarqué que, sous l'ancien régime, « les hommes avaient besoin de nous et nous traitaient bien. » Aujourd'hui elle craint l'apparition, comme l'a souligné Sonja Licht, une sociologue yougoslave féministe, de "démocraties d'hommes", ignorant les besoins des femmes. « En Tchécoslovaquie, les femmes pensent qu'une femme émancipée est

quelqu'un qui peut parler en public durant un meeting du Parti. Beaucoup d'entre elles croient être déjà émancipées, mais ce n'est pas vrai. »

En Yougoslavie, il existe un mouvement féministe actif ; bien implanté, il essaie de mettre en lumière les problèmes cachés auparavant : les mauvais traitements, le viol et le harcèlement sexuel.

En Hongrie, un petit centre d'études féministes baptisé *Féministes hongroises* a récemment produit un manifeste sur les droits des femmes (voir page 17). A Budapest, un petit groupe de femmes se rencontre chaque semaine pour parler de leurs problèmes spécifiques ; un groupement plus large composé d'hommes et de femmes se réunit pour s'organiser contre les opposants à l'avortement, dont certains seraient financés par des organisations "pour la vie" nord-américaines.

## Risques de marginalisation

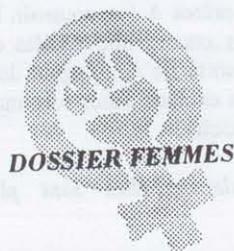
Les problèmes des femmes sont très souvent au cœur des changements de culture politique. Dans son livre *Antipolitique*, l'écrivain et dissident hongrois George Konrad explique comment la sphère privée était le seul endroit où les gens pouvaient se sentir libres et résister à l'intrusion de l'Etat. L'importance de cette sphère privée — endroit où l'influence des femmes est la plus forte — a fait que leur rôle était essentiel dans toutes les formes de résistance person-

nelle et collective au totalitarisme. Aujourd'hui qu'il s'est effondré, l'importance du privé a naturellement diminué. Au fur et à mesure que l'espace entre la famille et l'Etat — ce qu'on appelle la société civile — s'élargit et fait entrer les hommes dans la vie publique, les femmes sont cantonnées dans un cadre social moins valorisant. Longtemps associées au foyer, même

quand elles travaillaient, elles ne sont tout simplement pas prises en compte en tant que partie de la nouvelle société civile. ★

*Peace and Democracy News*  
Automne 1990





# Le "tourisme kisaeng"

À l'occasion de son 20<sup>e</sup> anniversaire, la revue japonaise AMPO (1), a interviewé Matsui Yayori, journaliste et co-fondatrice de l'Association des femmes asiatiques — qui est notamment l'auteur de *L'Asie des femmes*, ouvrage où elle décrit les défis quotidiens des femmes dans 17 pays d'Asie — afin de faire avec elle le bilan de vingt ans de mouvement des femmes sur le continent asiatique.

**AMPO :** *La situation et le mouvement des femmes au Japon et en Asie ont énormément changé en vingt ans. Peux-tu nous parler de tes expériences en ce domaine durant cette période ?*

**Matsui YAYORI :** J'ai commencé à m'intéresser aux problèmes des femmes en Asie à l'occasion de la campagne que nous avons lancée contre le "tourisme kisaeng" — la prostitution des femmes — en Corée du Sud. Des étudiantes sud-coréennes avaient déployé des banderoles disant « *Notre pays ne doit pas devenir un bordel pour les Japonais* » devant l'aéroport de Kimpo ; naturellement, comme c'était à l'époque de la dictature de Park Chung-hee, elles furent arrêtées.

Nous avons alors essayé de faire quelque chose ; à cette époque, nous menions campagne contre la pollution, ce qui était bien plus facile car nous pouvions nous en prendre aux firmes polluantes. Dans le cas du "tourisme kisaeng", n'importe qui — votre père, votre mari ou vos amis — pouvait être dans le coup ; nous ne savions donc pas comment organiser une campagne sur cette question.

Après avoir mené une enquête, nous avons réellement été choquées de découvrir qu'au moins 500 000 Japonais se rendaient en Corée du Sud chaque année, principalement pour le sexe. Nous avons alors commencé une campagne à l'aéroport japonais d'Haneda, en distribuant des tracts et en brandissant des banderoles pour embarrasser et faire honte à ces hommes.

◆ *Cette campagne a-t-elle été un succès ?*

Oui, dans une certaine mesure. Les épouses de ces "touristes" ont réalisé pour la première fois pourquoi leurs maris allaient en Corée du Sud ; beaucoup se sont fâchées, ou ont pris conscience de ce genre de choses. Nous avons aussi fait campagne pour que les pratiques des agences de voyage changent, et nous avons réussi à contrecarrer quelque peu la publicité vantant les beautés du "tourisme kisaeng" ; on lisait des inepties du style : « *Vous n'aurez même pas besoin d'utiliser vos baguettes, elles mettront la nourriture dans votre bouche.* »

Peu après cela, j'ai assisté à la Conférence du peuple d'Asie, à Tokyo, en 1974. Nous avons été un peu déçues. Les participants étaient majoritairement des hommes, et ne prêtaient absolument aucune attention aux violences sexuelles subies par les femmes des autres pays d'Asie. Après cette réunion, les participantes ont décidé de former un petit groupe, qui est devenu l'Association des femmes asiatiques. L'association a lancé une vaste campagne concernant plusieurs pays, pas seulement la Corée du Sud, parce que les Japonais commençaient à se rendre ailleurs — aux Philippines ou en Thaïlande, par exemple ; il fallait donc que notre campagne prenne un caractère continental. A travers cette activité, nous avons réalisé que nous connaissions moins de choses sur nos sœurs des pays voisins que sur les femmes des pays occidentaux.

◆ *Est-ce que l'Association des femmes asiatiques, qui est japonaise, a des rapports avec des organisations similaires dans d'autres pays d'Asie ?*

Cela a pris du temps, mais nous y sommes parvenu. Dans les années 70, il n'existait pas de mouvement des femmes ou féministe puissant en Asie ; ces groupes ont commencé à se former durant les années 80, sous l'influence de la "décennie des femmes", qui a été organisée sous l'égide de Nations-Unies, de 1975 à 1985. A mon avis, cette initiative a repré-

senté une occasion unique pour changer les mentalités dans les pays asiatiques.

Durant les vingt dernières années, la situation des femmes en Asie a empiré dans de nombreux domaines, mais elles sont de plus en plus nombreuses à se rendre compte de leur situation.

◆ *Dans le mouvement ouvrier, l'idée de la solidarité internationale est ancienne, mais il s'agit principalement d'une solidarité entre hommes. Je pense que l'idée d'une solidarité internationale entre femmes est quelque chose d'historiquement nouveau. Qu'en est-il des relations entre les Japonaises et des femmes du tiers monde en Asie ? Quelles difficultés rencontrez-vous ?*

Les relations sont difficiles. On peut parler de l'existence d'une région culturelle asiatique, mais le développement économique a modifié les rapports entre les différents pays. Il ne faut pas oublier non plus que le Japon a agressé militairement ses voisins durant la Seconde Guerre mondiale, ce que de nombreux Asiatiques gardent en mémoire. Aujourd'hui, les femmes ont l'impression de connaître une seconde invasion, économique celle-ci.

Après la guerre, les Japonaises, y compris les féministes, n'ont jamais vraiment réfléchi à la portée de la guerre. La plupart des groupes féministes au Japon aujourd'hui ne réalisent pas leur responsabilité dans l'inégalité économique. C'est pourquoi l'Association des femmes asiatiques tente de s'occuper de ces problèmes : l'inégalité économique ou l'exploitation vont de pair avec les violences et l'exploitation sexuelles.

◆ *Tu as parlé de la Conférence du peuple d'Asie de 1974 et du fait que les participants étaient quasiment tous des hommes. A l'époque, les militants semblaient intrigués et ennuyés par le mouvement des femmes et, dans le fond, il n'avaient aucune idée de ce que cela pouvait bien être. J'ai l'impression que cela a changé. Qu'en penses-tu ?*

C'est vrai, mais, dans l'ensemble, le fossé entre les hommes et les femmes est en train d'augmenter. Il est vrai qu'il y a de plus en plus de Japonais qui écoutent sérieusement ce que les femmes ont à dire ; mais, en dehors des milieux militants, la plupart des hommes ignorent tout

1) AMPO est une revue trimestrielle japonaise anti-impérialiste en langue anglaise, produite par un groupe de journalistes indépendants.

du féminisme. Si, aujourd'hui, tant de femmes refusent de se marier, que cela soit à la campagne ou dans de nombreuses villes, c'est parce que le fossé qui les sépare des hommes est si large que beaucoup d'entre elles pensent qu'il est stupide d'épouser un homme qui ne comprend rien aux droits fondamentaux des femmes. Au Japon, les femmes sont bien plus conscientes que les hommes.

Le nombre des femmes qui sont de plus en plus conscientes de leurs droits et de leur situation augmente, mais la société en général reste arriérée. Ainsi, les femmes au foyer ne peuvent guère remettre en question leur situation et la réalité des relations familiales : les maris délaissent leur famille et les enfants sont obligés de travailler très dur pour suivre le rythme du système éducatif extrêmement compétitif.

◆ *Si ce que tu dis sur les femmes au foyer est vrai, comment expliques-tu leur militantisme politique très important dans le mouvement anti-nucléaire, par exemple, et le fait qu'elles soient devenues un appui sûr pour le Parti socialiste dans son ascension vers le pouvoir ? Il me semble que beaucoup de femmes qui ne sont pas féministes ont été extrêmement actives durant ces dernières années.*

C'est vrai, je suis fière que ces femmes d'âge moyen contestent le système. Mais il y a deux problèmes : d'abord, il s'agit encore d'une toute petite minorité, souvent isolée ; ensuite, elles ne sont pas forcément féministes. Elles veulent rester de bonnes épouses, et retourner chez elles le plus vite possible pour faire la cuisine avant que leurs enfants et leur mari ne reviennent ; elles ne sont pas vraiment prêtes à changer de manière de vivre.

La récente campagne contre les centrales nucléaires a été précédée par de nombreuses autres. La première vague de militantisme politique des Japonaises a commencé avec les campagnes contre la pollution du début des années 70 ; c'est réellement elles qui ont pris la tête de ce mouvement à travers tout le pays.

Durant la Seconde Guerre mondiale, plus de 3 millions de Japonais ont été tués ; des centaines de milliers de femmes perdirent leurs maris, leurs fils et leurs frères ; il était normal qu'elles forment la base du mouvement anti-guerre car elles étaient déterminées à refuser de laisser partir ceux qu'elles aimaient. Le mouve-

ment pacifiste de l'après guerre a donc été principalement dirigé par des femmes, ainsi que les campagnes contre la bombe H, dans les années 50.

Ensuite, à la fin des années 60, est apparu le mouvement écologiste ; puis, dans les années 70, les associations de consommateurs ; et, dans les années 80, les campagnes contre les centrales nucléaires. Voilà un bref résumé des actions du mouvement des femmes japonaises qui ont eu un certain impact sur la société.

Un mouvement pour les droits des femmes existait au Japon depuis la fin de la guerre. Avant 1970, il était sous l'influence des partis politiques de gauche. Les travailleuses luttèrent pour l'égalité sur le marché de l'emploi, demandant des salaires égaux et des promotions ainsi que des mesures de protection comme des congés de maternité plus longs, des congés pour la période de la menstruation, etc. Il existait aussi un mouvement des mères qui menait toutes sortes de campagnes allant des questions de la paix aux demandes de crèches. Ce mouvement pour les droits des femmes d'un type "ancien" ne remettait en question ni le patriarcat, ni la sexualité ; il se limitait à exiger une amélioration des conditions matérielles pour les femmes.

Dès 1970, le nouveau mouvement de libération des femmes, né aux Etats-Unis, est apparu au Japon ; il a surtout touché des femmes jeunes et instruites qui ont pris conscience de leurs problèmes spécifiques et ont diffusé une nouvelle idéolo-



gie féministe qui voulait en finir avec le sexisme dans toute la société. Malgré le mépris et l'hostilité qu'elles ont dû affronter, de petits groupes se sont formés dans tout le pays et ont commencé à influencer sur la conscience des femmes.

L'économie japonaise s'est développée extrêmement rapidement, entre autres parce que les rôles attribués aux hommes et aux femmes sont définis de manière très traditionnelle : les hommes triment très dur, comme des "guerriers de l'in-

dustrie", et les femmes restent à l'arrière-plan, toujours prêtes à les soutenir. Le Japon n'est pas encore une société civile, mais une sorte de compagnie dont les femmes sont exclues. Elles sont marginales dans la société.

◆ *Paradoxalement, elles sont plus libres.*

Oui. C'est pourquoi au sein du mouvement contre la pollution, elles peuvent réaliser des actions plus audacieuses. Elles ne sont pas angoissées à propos de leurs promotions et n'ont pas peur d'être licenciées. Il y a, entre autres, le cas de la compagnie Showa Denko, qui pollueait l'eau avec du mercure : au départ, tant les hommes que les femmes de l'entreprise ont mené des actions de protestation. Mais, très vite, tous les travailleurs ont laissé tomber et seules les jeunes femmes ont continué à protester contre leur usine. Elles n'avaient que des emplois subalternes (dactylos, réceptionnistes, etc.) et ne craignaient donc pas de perdre leur promotion, alors que les cadres masculins, eux, avaient peur de se rebeller. C'est un exemple très courant.

◆ *Tu as dit que le mouvement des femmes se développait, mais que les choses empiraient dans certains domaines, comme celui de l'"industrie du sexe".*

Dans les années 70, l'exportation de l'industrialisation a été promue comme le nouveau type de développement en Asie. De plus en plus de femmes ont été embauchées dans les usines des multinationales et forcées à quitter les régions rurales pour les zones industrielles.

Cette transition a été en partie positive, car ces femmes jouissaient d'un peu plus de liberté que dans les communautés rurales régies par le contrôle traditionnel des familles, sans argent ni pouvoir économique ; aujourd'hui, même si leurs salaires sont très bas, il s'agit au moins de leur propre argent. En tant qu'ouvrières, elles sont sous le contrôle de toute une série d'hommes, du patron jusqu'au contremaître. En plus de leur exploitation économique, elles sont souvent confrontées au harcèlement et aux violences sexuelles. En fin de compte, il est difficile de dire si leur situation s'est améliorée ou non...

Nous devrions aussi réfléchir à la transformation de l'agriculture en agrobusiness, qui conduit plus de femmes à

travailler dans des plantations de bananes ou d'autres produits d'exportation.

En outre, l'"industrie du sexe" s'est développée dans presque tous ces pays, Taiwan, Singapour, etc. ; le nombre des prostituées s'est vu multiplié par quatre ou cinq.

Si le développement urbain de la Thaïlande, par exemple, a été remarquable, la pauvreté rurale reste la même, sinon pire. Cette misère conduit les femmes à la prostitution ; il y aurait environ 1 million de prostituées dans ce pays. Les journaux thaïlandais sont pleins de récits sur les petites filles des tribus du nord, vendues à des réseaux de prostitution.

Je voudrais souligner que le "fantastique" développement économique de la Thaïlande ne concerne que les zones urbaines ; les campagnes sont abandonnées et oubliées, le fossé entre les revenus de Bangkok et ceux du nord est énorme ; le revenu annuel moyen dans la capitale est d'environ 70 000 baht contre 10 000 dans les trois provinces du nord. Les femmes souffrent énormément de ce développement inégal.

◆ *De quelle nationalité sont les principaux clients des prostituées thaïlandaises ?*

Ce sont d'abord les Thaïlandais eux-mêmes, mais le tourisme a beaucoup contribué à développer la prostitution. Il y a environ 5 millions de touristes étrangers par an ; c'est pourquoi la "demande de femmes" est si importante. Des agents "réservent" des filles dès l'âge de 4 ou 5 ans dans les villages et les amènent dans les bordels des villes ou des régions touristiques à 10 ou 11 ans. Je ne peux pas chiffrer quel pays a l'insigne honneur d'être le plus grand client ; mais, en terme d'argent, je sais que les touristes japonais dépensent beaucoup.

◆ *L'opposition à la prostitution augmente-t-elle ?*

Oui, et ce dans de nombreux pays d'Asie. Des groupes de féministes thaïlandaises mènent campagne. Ici, l'association des Amies des femmes thaïlandaises essaye de s'occuper des Thaïlandaises qui émigrent pour travailler dans l'"industrie du sexe" au Japon. Notre Association des femmes asiatiques travaille avec elles et tente de faire prendre conscience de ce problème aux femmes japonaises. Un autre groupe, Empower, organise les hôtesses de bar de Patpong, une "zone franche sexuelle" internationalement connue.

Aux Philippines, le regroupement national des organisations de femmes, Ga-

briela, a un projet sur la prostitution. A Olongap, où se trouve une base américaine, le Centre Bukle aide des milliers de prostituées. A Manille, le centre Batis s'occupe des prostituées philippines qui reviennent du Japon, physiquement et psychologiquement détruites.

En Corée du Sud, la vice-présidente du principal parti d'opposition a proposé une loi contre la prostitution au Parlement. Dans l'île de Chejudo, station touristique internationale très fréquentée par les Japonais, après avoir mené une enquête sur les voyages *kisaeng*, des jeunes femmes ont formé le groupe Femmes et démocratie et réussi à faire fermer une des plus célèbres maisons de passe.

A Taiwan, le projet Arc-en-ciel a été mis sur pied pour protéger les jeunes filles des tribus des montagnes des traitements cruels qu'elles subissent dans les bordels des villes. Voici le revers de la médaille, peu connu, de ce pays, brillant exemple de succès économique — d'une économie qui maltraite les secteurs les plus faibles.

◆ *Dans quels pays d'Asie, le mouvement des femmes est-il le plus puissant ?*

En Inde, car c'est là que les libertés politiques sont les plus grandes. De plus, les traditions religieuses opprimantes, issues de l'Hindouïsme et de l'Islam, combinées à l'impressionnante pauvreté des paysannes, ont conduit à l'apparition d'innombrables groupes de femmes, avec leur propre réseau et des revues très importantes. La variété, la créativité et la puissance de ces mouvements sont réellement impressionnantes.

Ensuite, viennent sans doute les Philippines ; là-bas, le mouvement des femmes est très proche de la lutte nationale. La grande coalition des groupes de femmes, Gabriela, est formée par plus de 100 groupes, de travailleuses, de paysannes, de pauvres des secteurs urbains, d'intellectuelles, etc.

J'aimerais parler aussi de la force des femmes en Corée du Sud. La longue lutte contre la dictature a conduit tellement de femmes à risquer leur vie, qu'aujourd'hui elles continuent à se battre sans avoir peur de se retrouver en prison.

Les femmes japonaises ont beaucoup à apprendre des autres mouvements en Asie. Cependant, de nombreuses Japonaises regardent de haut leurs sœurs asiatiques, et ont sans doute "pitié" d'elles. Or, pour les autres femmes d'Asie, les Japonaises semblent très opprimées et manipulées.

De nombreuses femmes qui visitent le Japon disent que les Japonaises ont l'air

## Japonaises contre la guerre

Aujourd'hui, au Japon, de nombreux groupes de femmes sont investis dans le mouvement contre la guerre du Golfe. Depuis les années 80, les femmes japonaises sont très sensibilisées par le réarmement, qui a été impulsé par l'ancien Premier ministre Nakasone.

Des groupes locaux, qui ont une faible structuration nationale, s'organisent parfois en réseaux ; en général, ils sont coordonnés par une femme au foyer, mais la plupart des participantes sont des salariées. Au Japon, les femmes sont surtout employées dans les services. Seulement 20 % d'entre elles sont syndiquées ; il est donc très difficile de les organiser car elles travaillent majoritairement à temps partiel.

Quatre courants différents existent au sein du mouvement des femmes contre la guerre : l'un d'entre eux est composé de femmes très âgées, qui ont connu la Seconde Guerre mondiale ; un autre est principalement organisé par le Parti socialiste ; un troisième regroupe les militantes de la nouvelle gauche et du mouvement de libération des femmes ; le Parti communiste japonais organise, lui, un regroupement à part. ★

de vrais robots, qu'elles n'ont pas d'opinion personnelle, qu'elles sont manipulées par les médias, par la société de consommation, et par leur éducation très disciplinée et contrôlée ; tout cela leur semble très "déshumanisé".

◆ *Durant les années 90, quels sont les enjeux et les stratégies que le mouvement des femmes asiatiques devra développer ?*

Les femmes asiatiques devraient mettre en place une organisation ou un réseau qui leur permette de lutter ensemble. Elles ont été divisées à cause de leurs liens avec les anciens colonisateurs, ainsi les Indiennes connaissent bien les femmes britanniques, et les Indonésiennes ont des liens étroits avec les Néerlandaises ; mais elles ne se connaissent pas entre elles. Il faut renforcer la conscience régionale ; il y a déjà de nombreuses tentatives dans cette direction, avec des réunions, des ateliers, et des conférences qui couvrent des sujets comme l'immigration, les droits de l'homme, les femmes au travail. ★

Propos recueillis par Douglas Lummis  
AMPO vol. 22, n° 2/3 1990

# “Gouverner” et se battre

La deuxième version du plan Collor (du nom du président du Brésil) aggrave la récession qui frappe ce pays et s'accompagne de conséquences sociales difficilement supportables (blocage des salaires ; montée en flèche du chômage, 68 700 licenciements en janvier 1991 ; pénuries de biens alimentaires et de consommation, etc.) ; la guerre du Golfe aura aussi des effets pervers sur l'économie brésilienne.

**Inprecor** a rencontré Jose Dirceu, secrétaire général du Parti des travailleurs (PT) du Brésil et député à l'Assemblée fédérale ; il nous parle de la situation économique et sociale du pays et surtout du PT.

En effet, ce parti est en pleine réorganisation : il lui faut, aujourd'hui, redéfinir un projet socialiste, tout en répondant à la situation nouvelle créée par l'élection de nombre de ses militants à la tête de certaines grandes mairies, sans délaisser le terrain de la lutte. José Dirceu évoque les retombées des événements survenus à l'Est sur la gauche brésilienne et latino-américaine, et la guerre du Golfe.

**INPRECOR :** *Le gouvernement de Fernando Collor est passé à la deuxième phase de son plan économique (1). Concrètement, comment cela s'est-il traduit ?*

**Jose DIRCEU :** Le Brésil connaît la pire des récessions depuis 1981-1983, avec un recul de 4,1 % de son Produit intérieur brut (PIB) et une chute de 12 % de son PIB industriel. Ses principaux problèmes (l'inflation et le déficit de l'Etat) n'ont pas été résolus ; il n'y a aucune perspective de développement à court terme.

Pour le gouvernement, il s'agissait donc de répondre à la hausse des prix (l'inflation dépassait 20 % par mois), et de réduire le déficit public (la dette extérieure — qui est un problème grave et insolvable — est de fait gelée, le Brésil ne paie plus ses créances et ses bailleurs de fonds sont aujourd'hui occupés par la guerre du Golfe). Ne pouvant pas accroître l'endettement fiscal, Collor a mis sur pied ce nouveau plan pour, essentiellement, bloquer ce processus inflationniste (en gelant les prix et les salaires).

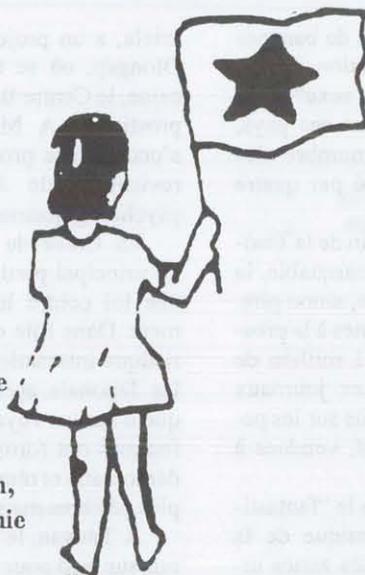
En outre, le gouvernement a créé un fonds d'investissements, qu'il veut présenter comme “progressiste” et “démocratique”, pour contrer la gauche. Dans le domaine spéculatif, qui est très important au Brésil, les capitalistes privés ont été obligés d'effectuer un dépôt pour une caisse qui devrait servir, en partie, à financer

certaines œuvres sociales (ce qui dégage l'Etat d'une série de ses attributions), à des investissements industriels et pour le marché.

Collor essaye de faire croire que les grands capitalistes et les petits actionnaires ont les mêmes intérêts. Mais la plupart des grands patrons se sont opposés à ce projet ; ils ne font aucune confiance à l'équipe économique du président ; ils ne croient pas au gel des prix et voient dans ces mesures une intervention de l'Etat dans le marché financier.

◆ *Quelle a été la réaction du mouvement ouvrier face aux mesures gouvernementales ?*

Les centrales syndicales, même celle qui est proche du gouvernement, s'y sont opposées. Il y a eu plusieurs manifestations contre la récession, le chômage et, maintenant, contre la guerre, organisées par la Centrale unique des travailleurs (CUT) et les autres confédérations, dont la Centrale générale du travail (CGT). Les partis politiques d'opposition et certains secteurs du Parti démocratique du Brésil (PMDB) de Brizzola, qui dispute le terrain à la gauche, y ont participé au nom du binôme populiste “développement-redistribution des revenus” ; et ils ne soutiennent pas le gouvernement dans ce domaine au Parlement (à l'exception du Parti communiste et de certains secteurs so-



ciaux-démocrates, qui se disent dans l'expectative) ; la droite a critiqué aussi ces mesures. Mais la réaction populaire et ouvrière n'est pas encore massive ; la population, en général, est convaincue que la récession et le chômage vont s'accroître mais cela ne se traduit pas par des mobilisations et par une opposition politique forte.

Il y a surtout eu des grèves dans les secteurs industriels ; le 15 mars 1991 (premier anniversaire du gouvernement Collor), les syndicats appellent à une journée d'action, avec des manifestations et peut-être des grèves nationales.

◆ *Ces ripostes sont loin d'être massives...*

Il faut savoir que le discours du gouvernement sur la “démocratisation” du marché financier, contre la spéculation, la création du prétendu fonds contre la récession et la volonté affichée par Collor de contrôler les prix ont pesé sur la mobilisation.

Collor a déjà choisi de décréter une hausse des tarifs publics (*tarifazo*), indépendamment de la hausse des prix du pétrole (celui-ci, par ailleurs, ne dépasse pas actuellement 21 dollars le baril), pour lutter contre le déficit public, plutôt que de faire une véritable réforme fiscale.

Le gouvernement parle beaucoup de privatisation, de dérèglementation économique et d'ouverture du pays à l'extérieur, sans qu'il y ait un véritable espace international pour cela. Qui va acquiescer aujourd'hui les entreprises brésiennes ? Les investisseurs étrangers ne veulent rien acheter tant que le problème de la dette n'est pas réglé ; le capital national est frappé par la récession et la hausse des taux d'intérêt.

La politique économique de Collor est donc déjà épuisée — malgré l'audace et la volonté politique du gouvernement —, mais aucune alternative ne semble apparaître avant les nouvelles élections de 1994. En l'absence de soutien de la majorité du Parlement à ses propositions, Collor gouverne à coups de “mesures provisoires”, de décrets, allant même, dans certains cas, à l'encontre de la Constitution et prenant des plis autoritaires.

Il cherche à gagner du temps, avant d'appliquer une autre politique économique.

1) Voir *Inprecor* n° 307 du 20 avril 1990.

◆ *Pourquoi le mécontentement populaire ne se traduit-il pas dans des mobilisations, surtout après la percée électorale et militante du PT (qui revendique aujourd'hui 700 000 adhérents) ?*

Je pense que le PT porte une grande responsabilité ; depuis des mois, nous sommes pratiquement immobilisés, nous ne parvenons pas à développer des actions politiques significatives. C'est le produit des campagnes électorales à répétition des deux dernières années ; de la défaite de Lula aux présidentielles, en 1989, et des législatives de 1990 (2). Les processus électoraux nous ont apporté de nouveaux problèmes politiques, d'organisation et même idéologiques.

Le PT subit également les effets de la crise actuelle du projet socialiste (3), mais aussi de sa pratique récente d'administration de certaines grandes villes — nous détenons, entre autres, les mairies de Sao Paulo, avec 12 millions d'habitants, un des centres urbains et industriels les plus importants du pays, et de Porto Alegre : ce qui revient à dire que nous "gouversons").

La direction du PT connaît aussi des faiblesses organisationnelles : notre fonctionnement ne correspond plus aux tâches politiques actuelles. Notre système de direction, de réflexion et d'élaboration politiques, de communication interne et notre structuration à la base ne sont pas adaptés à la période historique que doit traverser le PT ; nous devons effectuer un changement radical.

◆ *Comment articulez-vous votre participation aux mairies (voire la direction de certaines d'entre elles), votre intervention parlementaire et la lutte syndicale ou dans le mouvement populaire ?*

Jusqu'au début 1991, en tout cas, nous n'avons pas su répondre à cette nouvelle situation. Nous connaissons une crise dans la redistribution de nos cadres politiques ; l'administration des mairies nous a privés de milliers de militants, de centaines de cadres et de dizaines de dirigeants nationaux qui étaient auparavant à la tête des secteurs paysans, ouvriers, étudiants, du mouvement des femmes, etc. Beaucoup de nos camarades sont aujourd'hui

députés au Parlement, d'autres conseillers municipaux (nous avons 82 députés dans 21 provinces, 35 députés au Congrès national et un sénateur).

Le front institutionnel (le Parlement, la gestion municipale ou les gouvernements fédéraux) nous semble fondamental. On ne peut pas convaincre les gens que la gauche, les socialistes, constituent une alternative, s'ils ne sont pas capables de mettre en pratique l'action politique qu'ils prônent à l'Assemblée ou dans les gouvernements fédéraux ! Pour résoudre sa crise de crédibilité, la gauche doit non seulement défendre le niveau de vie des gens, les salaires, les libertés civiques ou syndicales, mais aussi être capable de gouverner.

Le PT n'a pas réussi à la fois à mettre sur pied un plan de mobilisation avec des forces politiques, populaires et les syndicats contre les mesures de Collor, à proposer un programme d'urgence économique qui répondrait à celui du gouvernement et à avancer une plate-forme de



Le président Collor et deux de ses ministres

revendications immédiates des salariés. Voilà ce qui a créé le vide social et politique que le PMDB de Brizzola et même Collor parviennent à occuper !

Lors de la dernière réunion nationale de sa direction, le PT a tiré les bilans et programmé des déplacements pour Lula, la parution d'un journal, un plan d'urgence et fixé des réunions et des mobilisations pour aider à l'émergence d'un mouvement d'opposition contre les projets du gouvernement.

◆ *Récemment, la CUT a participé à des négociations avec le gouvernement Collor. Cela signifie qu'elle accepte l'éventualité d'un pacte, dans le cadre du "consensus national" que celui-ci tente d'instaurer ?*

Cela n'a rien d'un pacte. La CUT a présenté ses revendications au gouvernement sous forme d'une plate-forme radi-

cale, qui dénonce la politique de Collor. A mon avis, il aurait fallu combiner ces négociations avec des mobilisations sociales.

Le gouvernement, lui, va essayer d'établir une politique de "consensus national", en profitant de la prise de fonctions des gouverneurs élus à la fin 1990.

En 1991, il n'y aura pas d'élections au Brésil, nous pourrions donc nous consacrer à quatre tâches principales : le congrès du PT (qui devra discuter du socialisme que nous voulons, de notre réorganisation, de la période historique actuelle nationale et internationale et du bilan de notre gestion municipale) ; le problème de l'administration des mairies ; la réorganisation du Parti et son intervention institutionnelle.

Outre la mobilisation, la tâche la plus importante qui attend le PT est la gestion de son intervention dans les mairies.

◆ *Justement, quel est le premier bilan que vous tirez de votre présence dans les municipalités ?*

D'abord, il faut souligner que nous avons souffert de notre manque d'expérience dans la pratique administrative et de nos connaissances limitées de l'appareil d'Etat ; en somme, nous avons payé les faiblesses de la politique du PT dans ce domaine.

Nous avons commis des erreurs dans notre politique d'alliances : dans certaines villes, comme Sao Paulo, nous avons voulu gouverner tous seuls.

Ensuite, il faut noter que ni le mouvement syndical, ni les organisations populaires n'ont une conception claire des tâches que devrait assumer un gouvernement démocratique et populaire. Les syndicats et les associations de quartier, par exemple, ne perçoivent pas nos élus comme les leurs, et ces derniers ne se vivent pas clairement comme les représentants de ces secteurs : il y a là un problème de liaison et une sérieuse contradiction. Sans une action articulée avec les mouvements sociaux, nos camarades ne disposent pas du rapport de forces qui leur permettrait de s'imposer dans le conseil municipal, alors que nous sommes minoritaires dans cette instance de la vingtaine de villes que nous avons gagnées.

Très souvent, les militants et diri-

2) Voir *Inprecor* n° 317 du 26 octobre 1990.

3) Voir la résolution adoptée à la Conférence nationale du PT, "Le socialisme péliste", reproduite dans *Inprecor* n° 317.

geants locaux du PT (ceux qui ne sont pas dans les conseils municipaux) n'ont pas une compréhension claire du fait que c'est leur parti qui est à la tête des institutions locales ; ils critiquent les autorités de la ville (des élus du Parti des travailleurs), sans parvenir à mettre en relation les mouvements sociaux avec la gestion municipale. Nous avons aussi fait des erreurs administratives ; nous avons hérité de nombreuses villes en banqueroute, avec un appareil bureaucratique énorme et des salaires très bas que nous avons dû très vite augmenter ; nous avons souffert du sabotage des gouvernements fédéraux et de l'existence de demandes sociales énormes. Face à de telles difficultés, des gens ont perdu confiance dans le PT, qui était incapable de résoudre les choses du jour au lendemain.

Nos élus étaient aussi critiques et déçus par l'attitude du PT qui ne savait pas répondre à de tels problèmes. Tout cela a engendré une coupure dans le PT : d'un côté, on trouvait les maires, qui se sentaient isolés, et, de l'autre, le PT qui les critiquait !

A mon avis, il nous faut un organisme qui évalue et discute régulièrement de notre intervention dans les institutions et les mairies, qui trace des lignes de travail, qui élabore une politique municipale et des propositions concrètes, dans le domaine de la santé, du transport, etc. Nous avons des acquis dans le mouvement social et syndical, comme toute la gauche brésilienne, qui a commencé à réfléchir à cette problématique depuis dix ou quinze ans. Les propositions politiques concrètes n'ont rien à voir avec le réformisme : pour disputer sa place à la bourgeoisie et prétendre gouverner, il faut répondre concrètement aux demandes des jeunes, des travailleurs, des habitants des bidonvilles, etc.

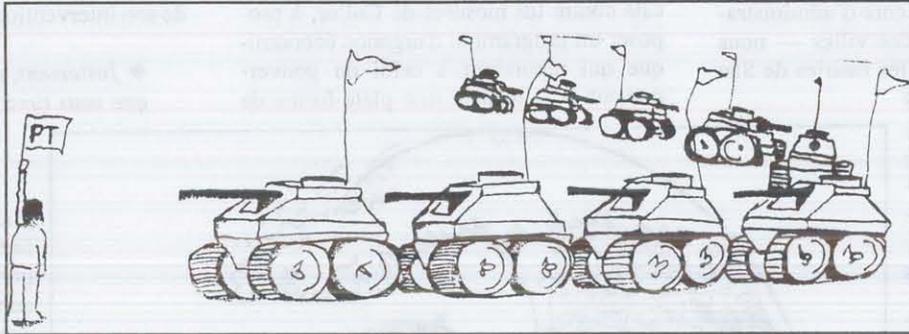
Nous devons avoir des gouvernements compétents qui, à la fois, répondent aux demandes des Brésiliens ou leur expliquent les limites qu'ils affrontent, mais qui, aussi, dévoilent ce qu'est l'Etat, tout en arrachant des espaces pour la participation populaire, et en créant des mouvements sociaux et politiques.

Le PT, en tant que parti, ne doit pas se confondre avec le gouvernement : c'est aussi une erreur que nous avons souvent commise. Dans certains endroits, la direction locale du PT assistait aux réunions du conseil municipal, nous mêlions le Parti et l'administration ; dans d'autres

villes, la coupure était totale, le PT était très éloigné de ce qui se passait à la mairie que dirigeait un de ses militants ; les liens entre le Parti, l'administration et le mouvement social se distendaient.

Un jour ou l'autre, le PT gouvernera des grands Etats du Brésil ; il doit résoudre les problèmes actuels pour y parvenir, il lui faut gouverner, tout en développant la lutte des classes. Le fait de gouverner fait partie de la lutte des classes : voilà ce que la gauche révolutionnaire en Amérique latine n'avait pas compris jusqu'à présent ; si elle ne résoud pas aujourd'hui ce dilemme, elle perdra la bataille idéologique avec la droite.

◆ *Les problèmes que tu abordes sont aussi discutés au Nicaragua dans les rangs du Front sandiniste de libéra-*



*tion nationale (FSLN), à l'heure de tirer le bilan des dix années de révolution. Quel a été l'impact de la défaite électorale du FSLN au Brésil, dans le PT ?*

Nous avons un défaut : nous sommes une organisation qui correspond surtout aux moules politiques et culturels du Brésil, avec des différences importantes par rapport au reste de l'Amérique latine — nous sommes internationalistes et très solidaires avec les processus révolutionnaires du Salvador ou du Nicaragua, avec Solidarité en Pologne ou avec la révolution cubaine, mais cela vient essentiellement des traditions de la gauche qui a convergé dans le PT, et aussi des relations internationales larges qu'a tissées la CUT.

Le PT n'a jamais pris les révolutions nicaraguayenne ou cubaine comme exemple ; étant données les dimensions du Brésil, ces deux processus ne sont pas un modèle.

L'impact de la défaite du FSLN a pourtant été grand ; elle a coïncidé avec la chute du Mur de Berlin et l'écroulement des régimes à l'Est, et notamment de celui de la République démocratique allemande (RDA) — la réunification capitaliste allemande a beaucoup secoué nos rangs. Il est

encore difficile de mesurer l'impact de tous ces événements sur nos militants.

A cela s'ajoutent les effets de la situation intérieure du Brésil, les mesures d'ouverture et de privatisation du plan Collor, l'apologie du marché et du capitalisme présentés comme des facteurs de bien-être social et de liberté.

Pour nous (si nous accédons au gouvernement, ce sera par un processus électoral, même si cela peut ensuite permettre un processus de transformation qui va au-delà), le Nicaragua est un exemple à deux facettes. D'une part, c'est la preuve que les révolutionnaires peuvent perdre des élections et quitter le gouvernement et que, contrairement à la droite, ils sont démocratiques. Mais, en même temps, c'est une défaite : les sandinistes ont perdu le gouvernement fondamentalement à cause

du blocus, de la guerre impérialiste et de la situation internationale ; mais ils avaient aussi commis certaines erreurs économiques, et ils avaient des problèmes dans leurs définitions stratégiques.

◆ *Dans le document adopté par votre dernière conférence nationale, "Le socialisme pétiste", vous abordez le problème de la démocratie, tant de la démocratie directe que du sens et de la portée des processus électoraux dans la lutte des révolutionnaires.*

En Amérique latine, nous devons aussi nous saisir de la question de la démocratie, c'est une arme politique contre la droite et l'impérialisme.

Nous devons nous emparer du suffrage universel et exiger que les gouvernements se soumettent régulièrement aux électeurs ; nous devons exiger la liberté de presse et d'organisation, le droit de grève, et dénoncer le fait que la richesse nationale soit aux mains d'une caste de privilégiés.

A mon avis, le processus qui s'est développé ces dernières années en Amérique latine nous est favorable, que ce soient les différentes élections en Colombie ou au Chili, ou encore ce qui se passe au Brésil. La droite est obligée d'aller à l'encontre des droits politiques et sociaux et de la démocratie pour appliquer ses projets économiques ; elle doit créer des instruments de répression.

Nous devons aussi perfectionner notre conception de la démocratie socialiste ; il

ne suffit pas de dire que nous sommes partisans de la démocratie directe ; les révolutionnaires ne doivent sous-estimer ni le suffrage universel, ni les élections, ni le parlement. Toute bataille pour démocratiser l'Assemblée, même dans un pays capitaliste, nous permet de faire avancer la lutte sociale.

La tradition du PT se nourrit de la lutte pour la démocratie (nous ne sommes pas nés contre un parti unique — même si nous avons eu des liens avec le Parti communiste de RDA et que nous en avons encore avec le Parti communiste cubain).

Malgré notre histoire, la majorité des Brésiliens croient que le socialisme du PT ressemble à celui qui a été écrasé en Europe de l'Est : nous devons donc prouver le contraire dans la pratique, dans les mouvements sociaux, dans les syndicats, dans le mouvement des femmes ou dans les mairies. Nous devons montrer des résultats aux gens, avec une éthique et une attitude démocratiques.

Nous devons lier notre activité politique et notre utopie à nos propositions ; c'est le problème de toute la gauche en Amérique latine.

Nous devons être capables de faire des propositions économiques précises de transition vers une autre forme d'organisation politique et sociale et de démocratisation (des moyens de communication, de l'éducation, du pouvoir politique, etc.). La population doit comprendre que c'est n'est pas le parti qui gouverne, mais la société qui doit, par ce biais, démocratiser l'Etat, l'économie et s'auto-organiser.

Les événements d'Europe de l'Est ne sont pas seulement importants pour nous à cause de la défaite du stalinisme et de la nouvelle situation qui en est issue (même si, en ce moment, elle est, à mon avis, plutôt favorable au capitalisme).

Nous devons analyser quelles ont été les actions politiques et les mouvements sociaux qui ont chassé ces régimes (l'importance qu'on eu les moyens de communication, la culture, la lutte pacifique, le vote, la délégation institutionnelle de pouvoir, etc.) ; ce sont des expériences très riches pour la lutte en Amérique latine. Aujourd'hui, les peuples comprennent mieux le rôle de l'Etat et du pouvoir.

Si les révolutionnaires parviennent à capitaliser le sentiment national, à créer un mouvement social, à faire avancer l'idée que la société doit se substituer au gouvernement, à élaborer des propositions quant au mode d'organisation économique et sociale, ils peuvent progresser, en s'appuyant sur une force matérielle importante. Nous devons travailler en ce sens, sans délaissier l'agitation, les grèves, l'auto-défense, les occupations de terres, etc.

◆ *La réunion des partis politiques d'Amérique latine et des Caraïbes qui s'est tenue à Sao Paulo, en juillet 1990, a marqué un pas en avant dans cette réflexion collective (4) ?*

Alors que la propagande sur la supériorité du capitalisme et la "fin de l'histoire" (après les bouleversements à l'Est et leur impact sur les révolutionnaires) battait son plein, cette rencontre a montré qu'en Amérique latine il existe une alternative politique, socialiste, anti-bureaucratique et démocratique. Sans partager pour autant le modèle de l'Union soviétique, nous avons expliqué que le capitalisme n'est pas une alternative (nous avons dénoncé la dette, la misère, etc.). Sans prétendre avoir réponse à tout, nous avons refusé d'avoir une position de "centre" et nous avons réaffirmé que la gauche existait.

Les activités internationales, internationalistes et de solidarité sont plus que jamais essentielles ; la guerre est là pour le confirmer. Nous allons essayer de poursuivre cette discussion collective dans une prochaine rencontre, au Mexique, sans aucune exclusive. Maintenant nous devons discuter de la guerre du Golfe et de la situation de Cuba, de l'intégration économique de l'Amérique latine à l'heure du plan Bush (5), et des différentes expériences de la gauche dans les syndicats et les institutions, mais aussi de la construction des partis. Il faudrait réviser ce genre de rencontres dans tous les continents.

Dans le PT, nous discutons actuellement de l'éventualité d'organiser une conférence internationale sur Cuba (qui dépend beaucoup des initiatives politiques que le PC ou le gouvernement cubains pourraient prendre) ; la situation de ce pays est très difficile avec le blocus et l'agression impérialiste, mais aussi à cause de la situation économique et politique aggravées par l'isolement de Cuba.

◆ *Tu parlais de la nécessité de cette coordination contre la guerre dans le Golfe. Que fait le PT contre l'intervention impérialiste au Moyen-Orient ?*

En ce qui nous concerne, nous avons condamné la politique de Saddam Hussein lorsqu'il a envahi le Koweït ; mais nous avons toujours dit qu'il fallait résoudre ces problèmes, par des voies diplomatiques et politiques et non par la force. A mon avis, il faudrait une conférence internationale sur le Moyen-Orient et le problème palestinien, et une conférence arabe sur le problème du Koweït. Le PT a aussi dénoncé les résolutions des Nations-Unies et l'action des Etats-Unis au

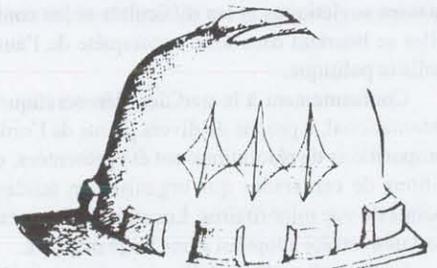
Moyen-Orient, l'envoi de ses troupes, le blocus économique, et puis l'agression militaire. Nous avons organisé des meetings et des manifestations — même si au Brésil il n'y a pas un grand mouvement d'opinion publique contre la guerre (le gouvernement ne participe pas directement aux opérations militaires, il dit qu'il n'enverra des troupes que dans le cadre d'une "force de paix", après la guerre). Le Brésil a de nombreux intérêts dans les pays arabes (pétrole, armes, exportation alimentaire, construction civile et militaire, etc.), voilà ce qui explique la modération de Collor.

Les Etats-Unis ont profité de l'invasion du Koweït pour une réorganisation internationale des forces ; cela leur sert même à contrer l'unification européenne. Cette politique des Etats-Unis va redéfinir leur supériorité dans le tiers monde, mais aussi dans les pays capitalistes européens et le Japon ; l'impérialisme américain tente ainsi de résoudre ses difficultés technologiques, de productivité, de déficit, etc. Mais la guerre vise aussi à geler la nouvelle période qui s'était ouverte avec les événements de l'Est.

Si elle dure, le prix va aussi augmenter pour nous : nos importations seront plus chères, comme les intérêts des prêts internationaux ou le pétrole. Le coût politique et économique de ce conflit sera évidemment transféré sur le tiers monde. L'ingérence des Etats-Unis dans les affaires intérieures de nos pays va s'accroître — même si, paradoxalement, les plans d'intégration économique de Bush pour l'Amérique latine sont, pour le moment, gelés, ou que la dette extérieure passe au second plan.

D'ailleurs la preuve que l'on peut effacer l'ardoise de la dette est que les pays capitalistes brûlent aujourd'hui des centaines de milliers de dollars dans une guerre ! ★

Propos recueillis par Cecilia Garmendia et Gonzalo Molina  
12 février 1991



4) Voir *Inprecor* n° 314 du 14 septembre 1990.  
5) Voir *Inprecor* n° 316 du 12 octobre 1990.

# XIIIe Congrès mondial

LE CONGRES a été placé sous la présidence d'honneur des prisonniers politiques de notre mouvement et de l'ensemble du mouvement révolutionnaire et ouvrier international, victimes de la répression bourgeoise ou bureaucratique.

Le Congrès s'est ouvert par un rapport et un débat sur la signification de la guerre du Golfe, sur ses antécédents et sur ses répercussions prévisibles. Il a

constaté que toutes les sections et organisations sympathisantes de la IVE Internationale agissent dans leurs pays respectifs contre l'intervention impérialiste et pour le retrait immédiat des troupes de ladite "coalition" et de ses alliés du Moyen-Orient. Il a adopté un projet d'appel (voir ci-contre) adressé à l'ensemble de la gauche révolutionnaire de par le monde, pour qu'elle amplifie encore l'effort de lutte contre la sale guerre impérialiste, par des mobilisations de masse les plus larges et les plus unitaires possibles.

Il a constaté que si dans le mouvement anti-guerre massif à l'échelle mondiale, les courants révolutionnaires n'ont pas le même poids que lors du mouvement contre la guerre du Viêt-nam, en revanche, des secteurs importants du mouvement syndical et ouvrier organisé se sont mobilisés activement dans divers pays d'Europe capitaliste, dans l'ancienne République démocratique allemande (RDA), aux Etats-Unis et au Japon.

Le Congrès a entendu des rapports et discuté d'une série de résolutions : sur la situation mondiale ; sur la situation en Union soviétique, en Amérique latine et en Europe capitaliste ; sur les problèmes de la libération des femmes en Amérique latine et dans les pays impérialistes, ainsi que sur l'état du mouvement féministe dans ces derniers ; sur la féminisation des organisations de masse et des organes de direction de la IVE Internationale ; sur la construction et le fonctionnement des organes de direction de la IVE Internationale. Plus de 160 camarades ont pris la parole au cours de ces débats.

Ils ont cherché à interpréter et à expliquer les principaux changements intervenus au cours de la dernière période dans la situation mondiale : l'offensive capitaliste et le rejet de la classe ouvrière sur la défensive ; l'effondrement des régimes stalinien en Union soviétique et en Europe orientale ; les problèmes de la révolution centraméricaine ; le début de recomposition de la classe ouvrière, surtout au Brésil et en Afrique du Sud ; le réveil de l'activité politique des masses soviétiques et les difficultés et les contradictions auxquelles elles se heurtent dans leur reconquête de l'autonomie organisationnelle et politique.

Conformément à la tradition démocratique de notre mouvement international, à propos de divers points de l'ordre du jour, des contre-propositions de résolutions ont été présentées, correspondant aux positions de camarades qui, organisés en tendances, ont exprimé des points de vue minoritaires. Les résolutions présentées par la direction sortante ont été adoptées à une large majorité.

Le Congrès a discuté d'un premier projet de thèses sur "Ecologie et révolution socialiste" (publié dans la revue *Quatrième internationale* n° 39, décembre 1990-janvier 1991). Ce document sera plus amplement discuté dans l'Internationale et soumis au vote du XIVe Congrès mondial.

Environ 200 délégués et observateurs, représentant 80 organisations en provenance de 48 pays, ont assisté au XIIIe Congrès de la IVE Internationale, du 7 au 17 février 1991, en Italie. En outre, des représentants d'organisations d'une demi-douzaine de pays — surtout du Moyen-Orient — n'ont pas pu y assister à cause de la guerre, mais ont adressé des messages et des explications par écrit.

## Bureau du Secrétariat unifié

cohérente et globale aux nouveaux défis auxquels les révolutionnaires sont confrontés, et qui marqueront certainement leur action durant des années. Le vote sur ce texte aura lieu après un débat ultérieur.

La IVE Internationale ne prétend pas apporter une réponse définitive ni complète aux problèmes nouveaux et angoissants auxquels l'humanité est confrontée. Elle poursuivra le débat sur ces questions avec tous les interlocuteurs disposés à le faire. Mais, c'est pour le moment la seule force internationale qui ait élaboré un premier projet de réponse cohérente qui pourrait être une référence pour divers courants de par le monde.

Le Congrès a adopté différents appels : en soutien aux femmes algériennes menacées par la montée de l'intégrisme réactionnaire ; en faveur des prisonniers politiques marocains, oubliés depuis 17 ans dans les géôles d'Hassan II ; pour la défense du mouvement ouvrier bolivien, menacé d'élimination à la suite de la vague de licenciements massifs imposée par le Fonds monétaire international (FMI) ; pour la libération des dirigeants et des militants du "Printemps de Pékin" de 1989 qui viennent d'être sévèrement condamnés par le régime de Deng ; pour encourager la solidarité avec le peuple haïtien.

Le Congrès a envoyé ses saluts fraternels à deux camarades japonais, qui viennent d'être libérés après avoir passé dix ans en prison pour leur participation à la campagne de défense des paysans de Saruzuki, lors de la construction du nouvel aéroport de Tokyo. Il a réclamé la libération immédiate des camarades du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) du Mexique et du Nouveau parti socialiste (NSSP) du Sri-Lanka, enlevés et portés disparus par les gouvernements répressifs de ces deux pays.

Les participants les plus âgés au Congrès — que celui-ci a chaleureusement salués — furent le camarade Morris Stein, qui a adhéré au Parti communiste russe, au lendemain de la révolution d'Octobre, puis a été membre fondateur du mouvement trotskyste aux Etats-Unis et de la IVE Internationale ; et le camarade d'origine sud-africaine, Charlie Van Gelderen, seul participant de ce XIIIe Congrès qui était également présent au congrès de fondation de la IVE Internationale, en septembre 1938.

Le Congrès a entendu un appel de José Dirceu, secrétaire général du Parti des travailleurs (PT) du Brésil, pour examiner la convocation, l'an prochain, d'une conférence mondiale qui discuterait de l'actualité du socialisme à la fin du XXe siècle et la réaffirmerait. Le Congrès s'est prononcé unanimement en faveur de cette initiative et a décidé de contribuer activement à sa réussite.

Parmi les autres organisations représentées par des observateurs au Congrès, il faut mentionner l'organisation Démocratie populaire de la République dominicaine, le Parti démocratique populaire

(PDP) du Paraguay, le Mouvement communiste (MC) de l'Etat espagnol et le MK d'Euskadi, Lutte ouvrière de France, le Parti socialiste unifié (VSP) d'Allemagne, la Gauche unie de l'ex-RDA, et une organisation socialiste d'Afrique du Sud. Le Parti d'action communiste (PACS) de Syrie et le Mouvement de libération nationale (MLN) d'Uruguay ont envoyé des messages fraternels au Congrès.

Le NSSP, une des principales organisations ouvrières du Sri Lanka a demandé son affiliation à la IVe Internationale lors du Congrès, qui devrait prendre effet dans quelques mois.

Le salut de Gilles Perrault, qui a réitéré sa condamnation de la guerre impérialiste dans le Golfe, et l'intervention de Christine Serfaty, qui a dénoncé la répression au Maroc, ont marqué un des moments les plus émouvants du Congrès.

Le changement de la situation en Union soviétique et en Europe orientale s'est reflété dans la participation d'une délégation significative d'observateurs venus de ces pays, dont Alexandre Bouzgaline, un des dirigeants de la Plate-forme marxiste au sein du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS), membre du comité central de ce parti depuis son dernier congrès et Kolganov, membre du Comité central du Parti communiste de Russie.

Ont participé également au Congrès, le camarade polonais Jozef Pinior, un des dirigeants historiques de Solidarité en 1981, et le camarade Petr Uhl, député au Parlement tchécoslovaque et ancien dirigeant de la Charte 77, qui a passé neuf ans dans les prisons de la bureaucratie. En tant que militants de l'Internationale, ils ont pris la parole en illustrant les problèmes qui se posent aux courants révolutionnaires dans leurs pays respectifs.

Le Congrès a enregistré le fait historique que la réhabilitation de Léon Trotsky est presque totale aujourd'hui en URSS et que ses ouvrages y paraissent à un très grand tirage. La IVe Internationale poursuivra sa campagne pour que cette réhabilitation soit parachèvement sur le plan juridique.

En constatant que si le mouvement révolutionnaire doit faire face à de graves difficultés à l'étape actuelle, il existe toutefois des possibilités de développement, le Congrès a esquissé des mesures pour renforcer les organismes de direction de l'Internationale et, en même temps, il a réaffirmé notre volonté de consolider et d'élargir les liens avec d'autres courants révolutionnaires, anti-impérialistes et anti-staliniens. ★

## A bas l'agression contre l'Irak ! Troupes impérialistes hors du Golfe !

**AU NOM** du droit, un nouveau massacre est perpétré. Au nom de la liberté, on assassine encore. Au nom de la démocratie, un pays est écrasé sous les bombes. Après tant d'autres, c'est aujourd'hui le tour de l'Irak. Quel sera le prochain ?

L'agression menée dans le Golfe arabo-persique par l'armée des Etats-Unis, ses alliés impérialistes, y compris les gouvernements sociaux-démocrates, et ses suppléants arabes ou autres, monarchies intégristes ou dictatures, poursuit un enjeu qui va bien au-delà de la soi-disant "libération du Koweït" et de la prétendue défense du "droit international" par cette coalition d'opresseurs des peuples. Leurs actes, comme toujours, sont aux antipodes de leurs "valeurs" proclamées.

Il s'agit, en réalité, pour les puissances impérialistes, d'établir de façon décisive un "nouvel ordre mondial" où toute atteinte à leurs intérêts vitaux sera traitée de la même manière que l'est l'Irak aujourd'hui. Cet "Ordre nouveau" est plus que jamais soumis à l'hégémonie politico-militaire des Etats-Unis, dont l'arrogance terroriste ne se sent plus de limites. La politique de collusion avec l'impérialisme suivie par la direction soviétique, loin d'inaugurer une nouvelle ère de paix, encourage grandement les gouvernements de Washington, Londres ou Paris à réaliser leurs desseins les plus criminels.

L'agression contre l'Irak est la plus grande opération aérienne de l'histoire. C'est la première guerre électronique majeure, l'Irak tenant lieu de vaste champ d'expérimentation des derniers gadgets meurtriers de la panoplie militaire impérialiste. L'objectif immédiat de cette agression ne fait plus aucun doute: c'est bien la destruction radicale du potentiel militaro-industriel irakien. L'impérialisme américain veut éliminer de la scène une puissance régionale susceptible de menacer ses intérêts pétroliers et capable de contrebalancer la puissance de l'Etat sioniste, principal allié régional des Etats-Unis. Pour arriver à cette fin, le Pentagone est prêt à tout, y compris l'utilisation de l'arme nucléaire.

Rien ne saurait justifier cette agression barbare contre le peuple de l'Irak. Ni l'invasion irakienne du Koweït, ni la nature du régime de Bagdad, ne justifient que le gouvernement des Etats-Unis et ses alliés s'érigent en arbitres et gendarmes de la situation mondiale. On sait trop bien quel respect pour le droit des peuples anime ces "justiciers" qui, hier encore, soutenaient la dictature irakienne dans son agression

**Voici l'appel sur la guerre du Golfe adopté à l'unanimité par le XIIIe Congrès mondial de la IVe Internationale.**

contre l'Iran et fermaient les yeux sur le massacre du peuple kurde, ces "libérateurs" qui équipent et financent l'armée d'occupation is-

raélienne en Palestine, et le font de plus belle aujourd'hui, au moment où le gouvernement sioniste projette ouvertement d'expulser à nouveau une grande partie du peuple palestinien de son territoire.

Face à cette agression, aux mobiles réels éminemment réactionnaires, les mouvements anti-impérialistes ne sont pas neutres. Ils sont aux côtés du peuple de l'Irak, soumis aux bombardements des forces de la coalition. Ils se prononcent pour la cessation immédiate et unilatérale de l'agression, pour le retrait immédiat et inconditionnel des forces impérialistes de la région du Golfe, pour le droit des peuples arabes à déterminer librement leur sort, sans ingérence des grandes puissances. Ils doivent défendre, en particulier, le droit à l'autodétermination du peuple kurde et du peuple palestinien, contre tous leurs oppresseurs.

Etre anti-impérialiste, c'est être aujourd'hui inconditionnellement pour la défaite de l'impérialisme, comme le sont les peuples de la région arabe et du Moyen-Orient qui expriment massivement leur solidarité avec le peuple de l'Irak, contre les gouvernements de la coalition ou ceux qui se réfugient dans une neutralité honteuse et prennent part au blocus contre l'Irak, au lieu de soutenir son peuple menacé de mort.

Accentuons nos efforts pour amplifier le mouvement mondial contre l'agression dans l'unité la plus large, jusqu'à imposer l'arrêt des bombardements et le retrait des troupes impérialistes. Refusons d'assumer les frais énormes de cette guerre criminelle engagée dans l'intérêt des magnats du pétrole et de la finance. Dénouons ceux qui n'hésitent pas à dilapider des milliards pour écraser l'Irak, alors qu'ils refusent d'annuler la dette qui accable le tiers monde et remettent partout en cause les besoins sociaux élémentaires. Avec les travailleurs du monde entier, unissons-nous pour bloquer la machine de guerre impérialiste. Soutenons les jeunes, les soldats, les réservistes qui, dans les pays de la coalition agressive, refusent de prendre part à ce massacre.

Opposons au "nouvel ordre mondial" des oppresseurs, une nouvelle solidarité mondiale des luttes contre toutes les oppressions ! ★

# Contre la guerre, toutes !

## ● France

Voici de larges extraits du premier appel de femmes et de féministes contre la guerre :

« Nous refusons tout ordre fondé sur l'injustice, le pouvoir, la violence et l'exploitation. Que ce soit dans la famille, au travail, dans l'Etat ou dans les relations internationales. Que ce soit dans la vie quotidienne ou dans la vie politique. Dans cette guerre, nous refusons d'être le "repos du guerrier", d'enfanter de la chair à canon, de remonter le moral des troupes et de participer à la boucherie. Nous refusons d'être embrigadées pour des causes qui ne servent en rien l'émancipation des peuples ni des femmes.

« La guerre nourrit les intégristes de tous bords. La guerre, c'est la violence et l'injustice légitimées, institutionnalisées et généralisées :

## ● Etat espagnol

Voici des extraits de la plateforme des femmes contre la guerre, qui s'est mise en place dans l'Etat espagnol :

« La fameuse guerre du Golfe passera du blocus au massacre. Est-ce là l'unique solution au conflit en cours ? La vérité c'est qu'il s'agit de démagogie et de rhétorique pour préparer la conscience des peuples afin qu'ils fassent "sienne" une guerre aux conséquences imprévisibles pour l'humanité. Une guerre qui, suivant les stratèges, sera courte mais dévastatrice.

« Nous autres, femmes, nous voulons nous associer à la dénonciation de cette guerre : dans le conflit du Golfe, contrairement à ce qu'on entend, les Etats-Unis et leurs alliés occidentaux défendent uniquement les intérêts économiques des grandes multinationales du pétrole et l'industrie de l'armement — trouve ainsi un nouveau marché.

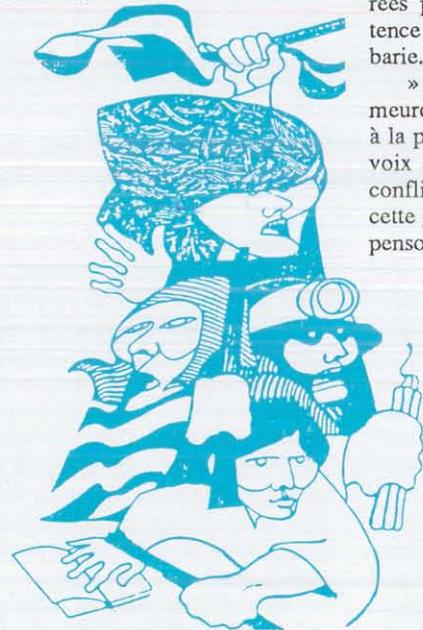
« Les flottes ne se déplacent pas pour sauver les idéaux démocratiques, mais pour l'hégémonie

- ici l'atteinte à la liberté d'expression, la montée des racismes, les mesures économiques et sociales qui aggravent les inégalités et les exclusions ;

- là-bas, les destructions, les victimes innombrables : enfants, femmes et hommes, civiles et militaires, personnes de toutes nationalités et de toutes origines, et le viol systématique des femmes dans les territoires "conquis".

« Nous appelons les femmes à s'informer, à s'organiser, à agir et à prendre la parole partout contre toutes formes que prend cette guerre.

« Nous n'avons pas décidé cette guerre, refusons de collaborer ! » ★



du pouvoir, aujourd'hui pour contrôler le pétrole et demain pour n'importe quel autre de leurs intérêts en danger. Les pays dominants veulent non seulement le monopole de la richesse, être les arbitres de la guerre et de la paix, mais ils s'attribuent aussi celui de la culture et de la démocratie. Nous autres, femmes, nous connaissons et subissons les valeurs de cette culture hégémonique.

« L'humanité est menacée par une guerre qui ne sera jamais la sienne. Ce n'est pas non plus celle des femmes ! » ★



## ● Tunisie

Une centaine de femmes tunisiennes ont lancé un appel à la population en Occident, dont nous reproduisons ici de larges extraits :

« En cette fin de siècle, qui aura vu les hommes modifier leur destin par une conquête de la nature, un accroissement des connaissances et une grande aspiration à la liberté, fallait-il qu'une guerre éclatât avec un tel déploiement d'instruments meurtriers, pour faire renaître chez les hommes le sentiment de la fragilité de cet édifice et des règles juridiques et morales qu'ils ont élaborées pour sauvegarder leur existence et se prémunir contre la barbarie.

« C'est parce que nous demeurons profondément attachées à la paix, à la justice et à la seule voix du dialogue pour régler les conflits, que nous sommes contre cette guerre. C'est parce que nous pensons que les chemins de la paix restent, entre les cultures, les seuls intéressants à explorer que nous sommes pour l'arrêt immédiat des hostilités.

« Pour nous, femmes arabes, qui avons opté pour la construction de la démocratie, qui sommes engagées dans le

combat pour la citoyenneté, les droits de l'homme et de l'égalité des sexes, cette guerre est une lourde menace et une lourde hypothèque sur l'avenir. Elle attise la haine et nourrit les malentendus. Elle renforce les voix de l'exclusion et du racisme.

« C'est parce que nous savons que les sentiments de solidarité humaine existent chez nous, comme chez vous, que nous faisons appel à vous dans l'espoir de faire arrêter ensemble cette guerre. C'est parce que nous pensons que, comme nous, vous n'admettez pas qu'au nom d'un "droit international", demeuré trop souvent lettre morte, et au nom d'un organisme trop souvent impuissant, on puisse se permettre d'écraser sous les bombes un peuple innocent, de démolir son infrastructure socio-économique, et de détruire sur sa terre les expressions les plus riches d'une civilisation millénaire.

« Nous continuons à penser, quant à nous, que le seul combat qui vaille d'être mené est celui qui vise à consolider les droits de l'homme et des peuples, à développer le dialogue et l'échange, l'attachement à la justice ainsi qu'au respect de l'autre dans son irréductible humanité. Ces valeurs, que nous voulons sauvegarder et ces vies humaines, que nous voulons épargner ne peuvent que conduire à associer vos voix et les nôtres pour la paix. » ★



## ● Argentine

Les Mères de la place de Mai ont signé un appel contre l'engagement du gouvernement argentin dans la guerre du Golfe, le 18 septembre 1990 :

« Nous, les Mères, condamnons tout acte d'occupation du territoire d'un autre pays. Notre lutte se base sur la libre détermination des peuples.

« Nous ne pouvons que condamner les ingérences des pays qui, sous prétexte de défendre la paix, occultent leurs intérêts mesquins politiques et économiques.

« En conséquence, nous n'acceptons pas l'envoi des forces armées argentines dans le Golfe persique :

1- parce que c'est une affaire que doivent régler les pays arabes,

sans intervention étrangère, comme celle des Etats-Unis et l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) au moment de l'invasion des Malouines ;

2- parce qu'aux forces armées argentines n'est réservée qu'une seule place dans l'histoire de l'humanité : la prison. Elles sont inhabilitées à défendre quoi que se soit, parce qu'elles sont responsables du génocide argentin ;

3- parce que nous sommes un pays qui souffre de la faim, par la faute de ces mêmes forces armées et des politiciens sans scrupules qui pactisent avec elles. » ★